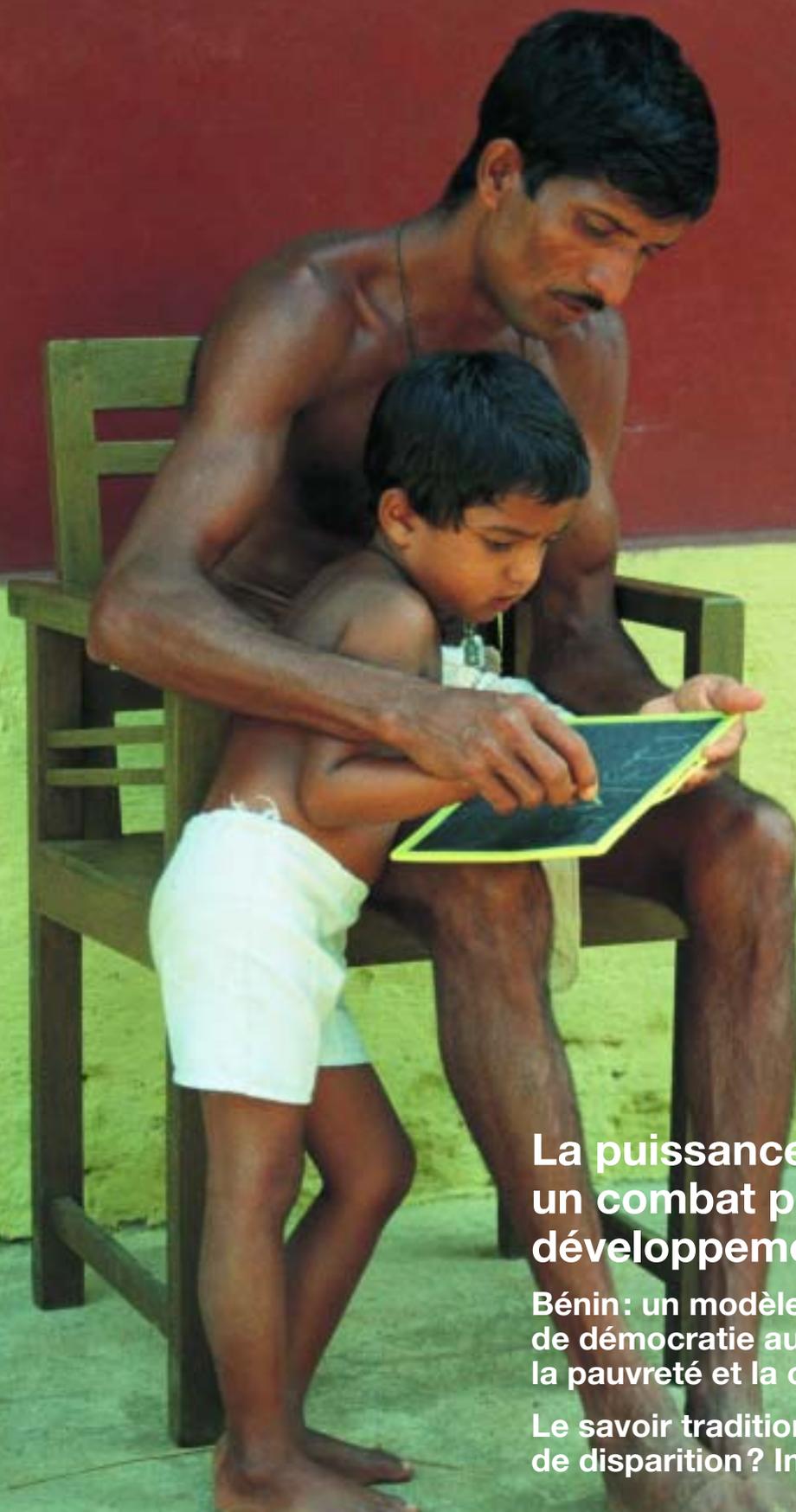


# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 1  
MARS 2004  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)



**La puissance du savoir:  
un combat pour le  
développement**

**Bénin: un modèle africain  
de démocratie aux prises avec  
la pauvreté et la corruption**

**Le savoir traditionnel est-il en voie  
de disparition? Interview d'un expert**

## DOSSIER



### LE SAVOIR

#### L'accès au savoir, principal levier du développement

Le savoir est une ressource cruciale dans la lutte contre la pauvreté. La coopération internationale veut le mettre au service du développement.

**6**

#### Du profit à chaque maillon

Que ce soit au Bangladesh ou en Afrique, le succès de la pompe à pédales, outil peu coûteux et efficace, tient à la durabilité des chaînes de distribution

**12**

#### Willisau-Ladakh, la filière de la fraise

Des paysannes vivant dans l'Himalaya échangent du savoir agricole avec leurs consœurs de la campagne lucernoise

**14**

### D'abord les lois, ensuite l'Europe

Le nouvel État de Serbie-Monténégro doit harmoniser ses législations avec celles de l'Union européenne avant d'envisager une adhésion

**24**

## FORUM



### Les savoirs locaux survivront par le dialogue

Le Bolivien Freddy Delgado évoque les savoirs, souvent négligés, des populations indigènes

**26**

### Le dégoût de la guerre

L'écrivain hondurien Julio Escoto observe que les récents conflits armés ont éveillé la conscience humaine

**29**

# Sommaire

## HORIZONS



### BÉNIN

#### Marxiste repent, «le Vieux» décentralise et privatise

La République du Bénin est un modèle de stabilité démocratique en Afrique

**16**

#### Père, je ne veux pas épouser cet homme!

Zaratou Aboubakar raconte son mariage forcé

**20**

## CULTURE



### Reflets du monde à Nyon

Le festival Visions du Réel est un point de convergence pour des images hors normes venues du monde entier

**30**

### Le Goulag à Genève

Une exposition consacrée aux camps de travail soviétiques

**32**

## DDC

### Multiplier et partager le savoir

Walter Fust, directeur de la DDC, souligne l'importance du savoir

**21**

### Des écoles qui fonctionnent malgré la guerre

Avec l'appui de la DDC, un projet vise à réhabiliter les écoles dans des zones de conflit en Colombie

**22**

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que l' <i>advocacy</i> ?	25
Service	33
Impressum	35

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



## Cultiver le dialogue comme son jardin

«Le savoir est comme un jardin, il faut l'entretenir constamment pour espérer une récolte.» Ce dicton guinéen exprime en quelques mots simples ce qui fait l'importance vitale du savoir: il est essentiel à la survie de chaque individu et assure le développement. Nous nous devons de perpétuer les acquis tout en restant ouverts à de nouvelles connaissances.

Aussi simple et évidente soit-elle, cette sagesse africaine se trouve cependant confrontée à un autre langage, plus radical, celui de la mondialisation: le jardin devient un centre de profit ou un marché libre à l'échelle planétaire; son entretien s'appelle esprit de concurrence, gestion du savoir ou recherche d'une position commerciale privilégiée; enfin, la récolte se mue en brevets, en maximisation des bénéfices ou en investissements dans de nouvelles compétences.

On sait depuis longtemps que le savoir est synonyme de pouvoir. Cette évidence devient encore plus criante avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication – en particulier Internet. Et les conditions dans lesquelles on se dispute ce bien précieux mettent en lumière des disparités dramatiques. Pour dire les choses de manière tranchée: les pays riches du Nord veulent augmenter leurs profits et leurs parts de marché en privatisant le savoir, tandis que ceux du Sud cherchent à obtenir un accès minimal à l'information, donc au savoir, afin d'échapper le plus vite possible à la pauvreté. Mais au lieu de pouvoir se concentrer sur les moyens d'y parvenir, le Sud doit en même temps se débattre pour protéger son

savoir traditionnel contre divers appétits, notamment ceux des multinationales qui tentent de déposer des brevets sur le *neem* en Inde, le riz basmati, la quinoa, le haricot jaune du Mexique ou le *kava* de Mélanésie. Cela par exemple pour ne pas tomber dans la situation totalement absurde, mais bien réelle, du brevetage des semences qui interdit aux paysans d'utiliser une partie de leur récolte comme semis pour la saison suivante.

Mais cela peut aussi se passer autrement. Et le transfert de savoir, qui a longtemps été confiné à un flux Nord-Sud, se transforme lentement en un échange de connaissances dans les deux directions. Vous le découvrirez en lisant notre dossier sur le savoir, à partir de la page 10. Dans une interview (page 26), Freddy Delgado, de l'Université de Cochabamba, évoque les diverses interprétations du fossé des connaissances et la manière de le franchir ou, mieux, de le combler. Appartenant lui-même au peuple aymara, cet expert bolivien met en lumière un principe souvent négligé par les uns et les autres en matière de savoir, alors même qu'il imprègne la vie de nombreux peuples indigènes et reste valable par-delà les frontières nationales et les catégories sociales: la culture du dialogue, y compris et surtout le dialogue entre les différents savoirs.

*Harry Sivec*  
*Chef médias et communication DDC*

*(De l'allemand)*

# Périscope



Mme Gohwiler / Network / Lookat

## Sur la route de l'exil

(bf) La migration concerne presque toutes les nations du monde. Chacune d'elles est soit un pays d'émigration, soit un pays d'immigration ou encore un pays de transit. Dans son rapport 2003, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime que les migrants représentent environ 2,9% de la population mondiale. Leur nombre est passé de 75 millions en 1965 à 175 millions en 2000. Et l'on prévoit que ce chiffre atteindra 230 millions en 2050. Les migrations ont lieu en majeure partie entre pays du Sud. Quelque 40% des migrants vivent dans des pays industrialisés de l'Occident. Avec 16,7 millions de personnes arrivées entre 1970 et 1995, les États-Unis constituent le premier pays d'immigration. Ils sont suivis par la Russie (4,1 millions, dont une grande partie en provenance du Kazakhstan), l'Arabie séoudite (3,4 millions, principalement du Bangladesh, des Philippines et du Sri Lanka) et l'Inde (3,3 millions). Les pays qui comptent le plus d'émigrants sont le Mexique (6 millions), le Bangladesh et l'Afghanistan (4,1 millions chacun).

## Le robinet qui cache la forêt

(bf) Que ce soient Karachi, São Paulo, Johannesburg ou New York, bien des métropoles dépendent dans une large mesure des forêts environnantes pour leur eau potable. Une étude de la Banque mondiale et du Fonds

mondial pour la nature (WWF) a montré qu'un tiers des 105 villes les plus peuplées du monde captent une partie importante de leur eau potable sur le territoire de forêts partiellement ou entièrement protégées. À côté de leur exploitation proprement dite, les forêts servent non seulement à sauvegarder la biodiversité, mais aussi à fournir de l'eau aux habitants des grandes cités. «Protéger les forêts dans les zones de captage n'est plus un luxe, mais une nécessité absolue», conclut le rapport. La présence d'une forêt signifie aussi que le territoire considéré n'est pas exploitable à des fins agricoles ou industrielles, ce qui améliore la qualité de la nappe phréatique. Par ailleurs, une économie forestière bien conduite réduit les risques d'érosion. Résultat: ces forêts procurent aux villes voisines une eau qui contient moins de sédimentation et de polluants.

## Stop à l'évaporation

(gn) On a trouvé un moyen de prévenir la perte d'eau par évapo-

ration. Il consiste à répandre à la surface des plans d'eau un film ultra-mince de molécules d'alcool gras. Cela fait déjà un demi-siècle que les recherches se poursuivent avec des molécules biodégradables. Jusqu'ici, l'application pratique se heurtait à la difficulté de répartir ces molécules d'une manière régulière sur l'étendue d'eau à protéger.

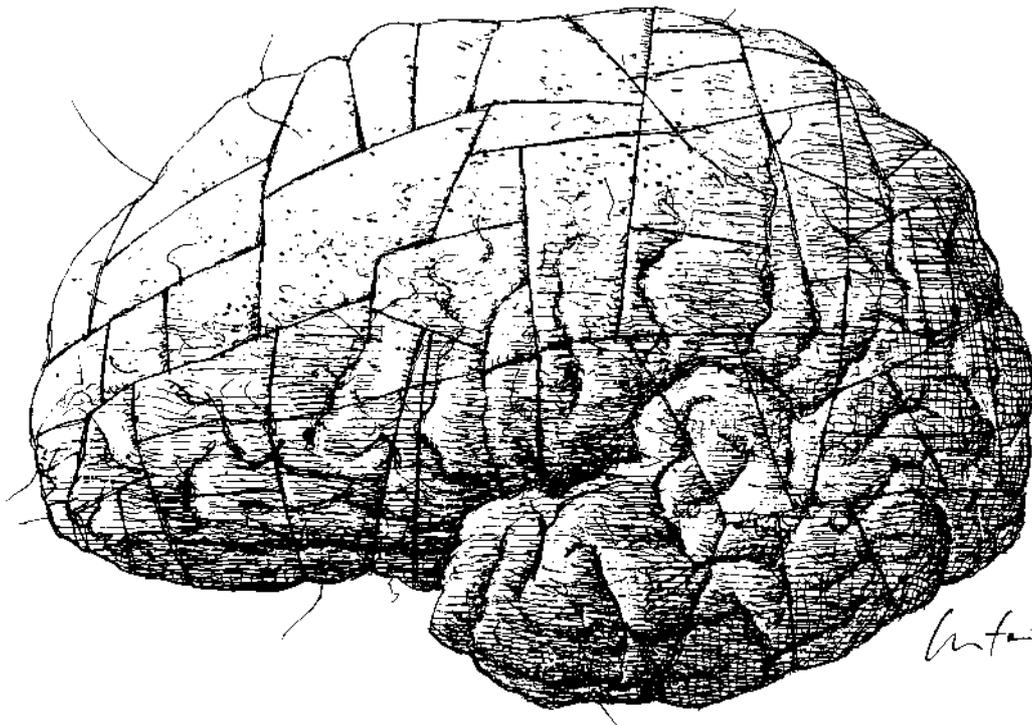
L'entreprise canadienne Flexible Solutions a eu l'idée de mélanger de l'hydroxyde de calcium à l'alcool gras, ce qui permet d'épandre le produit sous forme de poudre. Les essais effectués en Inde et au Maroc ont donné des résultats prometteurs: l'évaporation a diminué de 30 à 45%, et l'on a pu ainsi retenir en une semaine 199000 m<sup>3</sup> d'eau en plus dans un réservoir de 650 ha. Mais on ne connaît pas les effets à long terme de cette méthode. Et il est difficile de savoir quels problèmes écologiques pourraient survenir si l'on empêche l'évaporation des lacs et des bassins de retenue.

## Frein au développement

(bf) Armes légères et développement ne font pas bon ménage. Il existe environ 639 millions d'armes à feu dans le monde, dont 59% sont détenues légalement par des civils. Au moins 1134 entreprises dans 98 pays sont impliquées dans la production d'armes légères et/ou de munitions. Commentaire de Mark Malloch Brown, administrateur du Programme des



Jonkman / Isif



## Le savoir



Nations Unies pour le développement (PNUD): «Les armes légères ont des répercussions insidieuses sur le développement. Elles diminuent la sécurité et le bien-être des communautés, en menaçant leur gagne-pain, en brisant les structures sociales. Au mieux, elles freinent le développement; au pire, elles contribuent à en saboter les acquis.» Selon une étude, c'est l'Union européenne (UE) qui exporte le plus d'armes de petit calibre (pour 869 millions de dollars en 2000), et la région du Pacifique qui en exporte le moins (4 millions de

dollars). Entre ces extrêmes, il y a l'Amérique du Nord (692 millions), l'Europe hors de l'UE (243 millions), l'Amérique du Sud (104 millions), l'Asie du Nord-Est (65 millions), l'Asie centrale et du Sud (51 millions), le Moyen-Orient (35 millions), l'Afrique subsaharienne (16 millions) et l'Asie du Sud-Est (8 millions).

### La culture du tabac nuit à la santé

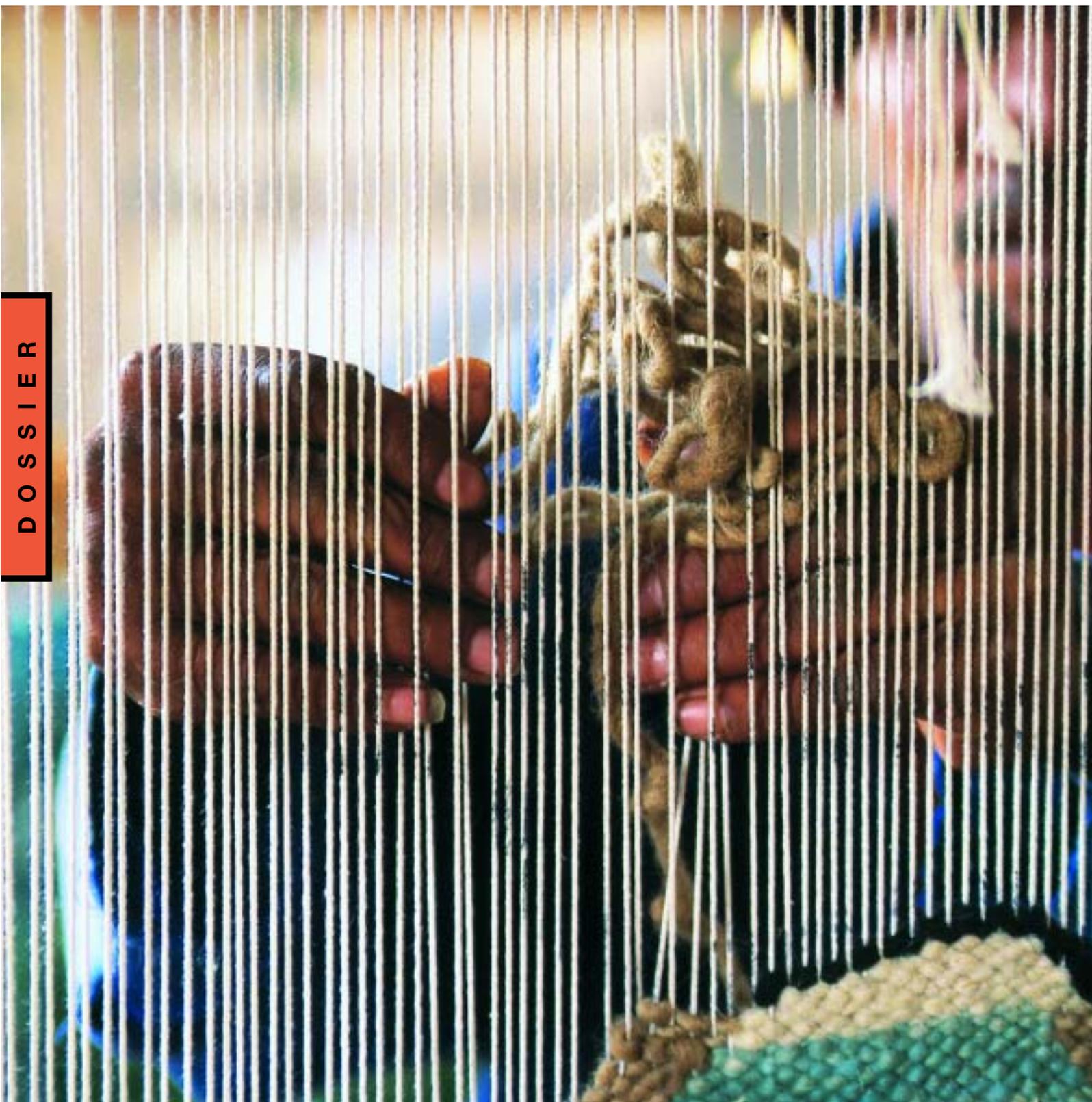
(bf) Ce n'est pas seulement la consommation mais également la culture du tabac qui se déplace

vers les pays à bas salaires: la production y a progressé de 128% entre 1975 et 1998 tandis qu'elle diminuait de 31% dans les nations riches. Actuellement, les pays en développement produisent plus de 80% du tabac. Les répercussions sont dramatiques pour l'homme et l'environnement. «L'Afrique devient le cendrier de la planète», remarque Yussuf Saloojee, représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Afrique australe. Dans la forêt de Miombo, la plus grande forêt sèche d'un seul tenant dans le monde, on cultive 90% du tabac produit en Afrique. Plus grave

encore que l'occupation des terres, il y a l'abattage des arbres par les paysans qui ont besoin de bois de chauffage pour sécher le tabac. Les planteurs tanzaniens, par exemple, déboisent chaque année quelque 15000 hectares. Au Malawi, la zone montagneuse de Namwere est déjà déboisée à 80%. Conséquences: les paysages sont ravagés par l'érosion, des terres salinisées deviennent stériles et les paysans sont atteints dans leur santé. Les engrais et les pesticides utilisés provoquent en effet des allergies, des maladies cardio-vasculaires et des troubles de la fertilité.



# L'accès au savoir, principal levier du



DOSSIER

# développement

Le savoir scientifique et technique, qui est produit essentiellement dans les pays industrialisés, tend à devenir une denrée commerciale. Son prix élevé en limite fortement l'accès aux pays du Sud. Pourtant, cette ressource est cruciale dans la lutte contre la pauvreté. La coopération internationale veut mettre le savoir au service du développement. De Jane-Lise Schneeberger.

La vallée de Chitral est isolée du reste du Pakistan durant cinq à six mois de l'année, à cause de la neige qui recouvre le col du Lohari. Durant ces longs hivers, les femmes filent et tissent la laine de leurs moutons, une variété de petite taille très résistante au froid. Elles produisent un tissu de couleur aux mailles très serrées, le *shu*. Pourtant, il y a quelques années, cette pratique ancestrale était menacée d'extinction : le *shu* ne se vendait plus, car sa qualité avait progressivement baissé. Grâce à un projet de développement soutenu par la DDC, la tendance a pu être inversée. Les femmes ont reçu une formation visant à améliorer la qualité de leur ouvrage et à le commercialiser plus efficacement. Aujourd'hui, le prix de vente du *shu* a doublé. La revalorisation de ce savoir traditionnel a permis d'augmenter le revenu des femmes, qui ont vu du même coup leur statut social se renforcer.

Dans les pays du Sud, les populations locales disposent d'un important savoir « informel », transmis par le milieu social. Au fil des générations, elles ont accumulé des connaissances dans tous les domaines de la vie quotidienne, comme l'agriculture, la gestion des forêts ou l'artisanat. Sans oublier un précieux savoir sur les plantes et leurs vertus curatives, qui se transmet généralement de mère en fille. En revanche, elles n'ont pas un accès suffisant au savoir « formel », diffusé par l'école ou l'université, ni aux informations technologiques et scientifiques. Celles-ci sont presque exclusivement produites dans les pays industrialisés, même si elles ont parfois leur origine au Sud.

## Ruée sur l'or vert

Alors qu'idéalement le savoir devrait appartenir à

## Enfants non scolarisés

Dans les pays en développement, 113 millions d'enfants de plus de six ans ne vont toujours pas à l'école, soit un enfant sur cinq. Selon des données publiées par la Banque mondiale en 2002, environ 40% de ces enfants non scolarisés vivent en Afrique subsaharienne, 40% en Asie et plus de 15% au Proche-Orient ou en Afrique du Nord. Sur ce nombre, 60% sont des filles. Dans la population adulte, le nombre d'analphabètes est estimé à 600 millions de femmes et 300 millions d'hommes.



### Apprendre des autres

Ce printemps, la DDC organise deux manifestations à Berne sur la gestion du savoir et des compétences dans le domaine du développement. Les 30 et 31 mars, elle invite des organisations partenaires du Sud, de l'Est et du Nord à «oser partager» leurs expériences pour mieux apprendre: la «Dare to Share Fair» accueillera 200 à 300 participants qui réfléchiront aux différents moyens de capitaliser et de partager le savoir au sein d'une institution. Ce marché du savoir sera suivi par une conférence, le 2 avril, sur le thème de l'apprentissage transfrontalier. Les «organisations apprenantes» doivent définir en partenariat quels sont leurs intérêts communs et ce que signifie pour elles l'apprentissage. La conférence favorisera l'échange avec l'économie privée et les milieux politiques.

«Dare to Share Fair», 30/31 mars, siège de la DDC, Ausserholligen.  
«Learning across Borders», 2 avril, Hôtel Allegro, Berne.

l'humanité entière, il devient toujours davantage une marchandise commerciale, privatisée, soumise à des brevets ou à d'autres droits de propriété intellectuelle. Les logiciels informatiques, par exemple, sont protégés par des licences qui les rendent inabordable pour les pays pauvres. Heureusement, le développement de logiciels libres, comme Linux, fournit une alternative. On est loin d'une solution en revanche en ce qui concerne le pillage des ressources génétiques du Sud par des multinationales pharmaceutiques et agrochimiques du Nord. Le renforcement de la législation internationale sur la propriété intellectuelle et les progrès de la biotechnologie ont provoqué une ruée de ces firmes sur toute forme de vie susceptible d'être transformée en un produit commercialisable. Elles ont fait breveter des semences, des plantes ou des céréales, s'appropriant par là-même le savoir ancestral qui leur est associé.

Ce phénomène menace directement les moyens d'existence des communautés locales. Ainsi, le brevetage des semences peut interdire aux agriculteurs de réutiliser une partie de leur récolte pour replanter à la saison prochaine. Chaque année, ils doivent racheter de nouvelles semences à l'entreprise détentrice du brevet. Les plantes médicinales ont particulièrement suscité la convoitise des laboratoires pharmaceutiques. Plus de 70 demandes de brevets ont été déposées sur le *neem*, un arbre utilisé en Inde depuis des millénaires pour ses vertus insecticides, médicinales et cosmétiques. Les chercheurs ont

aussi tenté de mettre la main sur la quinoa, le riz basmati, le haricot jaune du Mexique, le *kava* de Mélanésie, le curcuma, etc. Dans certains cas, des actions judiciaires ont débouché sur l'annulation du brevet, car le laboratoire n'a pas pu justifier d'une innovation.

### Une longue tradition

Longtemps déconsidéré, le savoir local est désormais intégré aux stratégies de développement. Dans leurs efforts visant à réduire le «fossé des connaissances» entre les deux hémisphères, les agences de coopération aident le Sud à préserver et à protéger ses pratiques traditionnelles.

Abstraction faite de son volet financier, la coopération internationale a toujours reposé sur le savoir. Dans les années 60, elle a été créée avec le mandat d'apporter une assistance technique aux pays en développement. Au fil du temps, ce transfert à sens unique du Nord vers le Sud a diminué, laissant la place à d'autres formules moins «ethnocentristes». Les agences encouragent aujourd'hui la constitution de savoir dans les pays bénéficiaires, notamment à travers le partage d'expériences entre ces pays (voir articles pages 12 et 14). Elles renforcent l'accès au savoir par différents moyens et soutiennent l'établissement de réseaux d'échange sur Internet. En matière de recherche scientifique, elles s'emploient à développer les capacités et les institutions du Sud.

À titre d'exemple, la DDC a financé de 1991 à 2002

un réseau de recherche sur le mil en Afrique occidentale et centrale. Appuyé sur les systèmes nationaux de recherche de 14 pays sahéliens, le réseau s'est attaché à revaloriser cette céréale, que les populations locales cultivent pour l'autosubsistance avec des moyens très rudimentaires. Les paysans ont été associés en permanence aux travaux des chercheurs et des techniciens. Ce partenariat a permis de mettre au point de meilleures variétés de semences, des méthodes de lutte contre les ravageurs et des technologies de transformation. Le savoir ainsi créé a été diffusé dans les différents pays, ouvrant la voie à une utilisation semi-industrielle du mil et à sa commercialisation en milieu urbain.

### Émissions toxiques

À vrai dire, le terme de «savoir», très en vogue aujourd'hui, est utilisé de manière légèrement abusive pour parler des activités de développement, remarque Manuel Flury, responsable de la gestion du savoir à la DDC: «Nous devrions plutôt parler d'information, car c'est là que s'exerce notre action.

Nous veillons à ce que l'information parvienne à son destinataire. Celui-ci va la digérer et l'interpréter pour la transformer en savoir.»

Des informations, voilà précisément ce qui manque dans les régions reculées du Pérou où se trouvent des mines d'or artisanales. Inconscients des risques élevés pour leur santé et pour l'environnement, les mineurs traitent le minerai en utilisant du mercure afin d'amalgamer les particules d'or. Cette technique rejette de grandes quantités de mercure sous forme liquide et gazeuse. Avec l'appui de la DDC, les mineurs ont été sensibilisés au danger que représentent ces émissions. Des experts les aident à réaliser des installations plus sûres.

«L'accès à l'information peut permettre aux pauvres de mieux se soigner, d'augmenter leurs revenus ou encore de faire valoir leurs droits», relève Markus Dürst, de la section Gouvernance à la DDC. C'est également une condition indispensable pour participer aux processus démocratiques. «Un gouvernement qui veut sincèrement promouvoir la démocratie doit donner aux citoyens les moyens de





Utuncok / laif

Jörg Böhmig / agenda

### Un cactus au secours des obèses

Les San d'Afrique australe ont réussi à éviter le pillage de leur savoir traditionnel. Ce peuple très pauvre a fait reconnaître ses droits sur le *hoodia*, un cactus géant qui a la propriété d'apaiser la faim et la soif. Depuis des siècles, les San le consomment durant leurs longues expéditions de chasse dans le désert du Kalahari. En 1995, un organisme de recherche sud-africain, le CSIR, a fait breveter le principe actif du *hoodia* et il en a vendu la licence à un laboratoire britannique, qui est en train de fabriquer un médicament contre l'obésité. Ayant appris par hasard en 2001 l'existence de ce processus, les San ont confié à un avocat la défense de leurs intérêts. En mars 2003, celui-ci a obtenu la signature d'un accord sur le partage des bénéfices : le CSIR reversera aux San 8% des redevances sur la licence et 6% des bénéfices provenant de la vente une fois que le produit aura été commercialisé.

remplir leur rôle, en leur fournissant des informations transparentes. »

Quand elle accompagne un processus de décentralisation, la DDC accorde par conséquent un intérêt particulier à la question de l'information. Ainsi, en Géorgie, elle soutient la mise sur pied de guichets d'information dans plusieurs communes. Les citoyens, comme les membres des autorités locales, peuvent y obtenir des données statistiques socio-économiques en lien avec le budget.

### Droit à l'information

Le savoir est toujours synonyme de pouvoir. Cela explique que bien des dirigeants, même engagés sur la voie de la démocratie, sont tentés de retenir l'information et de contrôler la presse. Cependant, la société civile réclame avec toujours plus d'insistance un droit de regard sur l'action des gouvernements. Dans l'État indien du Rajasthan, le combat d'une petite organisation rurale a été couronné de succès. Se fondant sur un décret officiel, elle a demandé aux autorités de nombreux villages le registre de leurs dépenses, afin de vérifier l'utilisation des sommes destinées aux projets de développement. Puis elle a organisé des auditions publiques, au cours desquelles les villageois ont vérifié le contenu de ces comptes. De nombreux cas de fraude et de détournement de fonds ont ainsi pu être dévoilés au grand jour.

De telles réunions ne sont qu'un moyen de transmettre l'information. Selon les régions, celle-ci peut aussi passer par des vulgarisateurs agricoles, le

théâtre de rue, des chants populaires, la rencontre quotidienne autour du puits... et bien entendu les différents médias, dès lors qu'ils sont disponibles.

«Le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) va rester relativement modeste pour les populations rurales défavorisées, qui constituent notre clientèle classique», estime Markus Dürst. Ces populations n'ont en effet ni l'infrastructure, ni les connaissances linguistiques requises pour utiliser Internet, où 80 pour cent des informations sont rédigées en anglais. Cette prédominance de l'anglais donne d'ailleurs une indication sur l'origine du «savoir mondial». En fait, les flux d'information sont presque entièrement alimentés par les pays du Nord, raison pour laquelle on reproche à Internet de favoriser une homogénéisation du savoir.

Cependant, il ne faut pas sous-estimer les nouvelles technologies, ajoute M. Dürst. Il s'agit d'un outil essentiel pour le partage du savoir. Et à condition de les combiner avec des technologies traditionnelles, comme la radio, il est possible de relayer leurs contenus jusqu'aux paysans pauvres.

### Société du savoir

La révolution technologique des TIC a marqué l'avènement d'une société fondée sur le savoir. Ce bien immatériel est désormais considéré comme un facteur de croissance par les entreprises, qui apprennent à le gérer, selon un art enseigné aujourd'hui dans les facultés d'économie. Les agences de développement se préoccupent elles aussi de parta-



Jørgen Schytte / Still Pictures

ger et d'échanger le savoir. Elles le font à deux niveaux. Dans leur mission d'aide aux pays du Sud et de l'Est, elles veillent à ce que les populations disposent des informations indispensables pour sortir de la pauvreté. À l'intérieur même de leurs structures, elles cherchent à préserver le savoir acquis par les collaborateurs et à tirer les enseignements des expériences faites sur le terrain. Manuel Flury est chargé de mettre en œuvre la gestion du savoir à la DDC. Il regrette que la multitude de connaissances générées par les projets reste généralement confinée dans des rapports internes: «Nous devons faire la synthèse de ces expériences, en tirer de bonnes pratiques et les mettre à disposition d'autres acteurs du développement, par le biais de réseaux internationaux sur Internet. De cette manière, elles profiteront non seulement à de futurs projets de la DDC, mais aussi à nos pays partenaires et à d'autres organismes de développement.»

### Diplômes en franchise

Pour Michel Carton, professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd), à Genève, il ne suffit toutefois pas d'accumuler les expériences acquises dans les projets pour promouvoir le développement. Il faut également investir dans la production d'un nouveau savoir par les universités et les centres de recherche. «Celui qui a été utilisé jusqu'à présent, originaire surtout du Nord, ne s'est pas avéré très efficace. Nous devons créer un savoir mieux adapté aux réalités locales», affirme-t-il. Les agences de développement ont repris récem-

ment leur soutien aux universités, qu'elles avaient gelé durant les années 90 au profit de l'enseignement primaire. Ce virage intervient alors que l'éducation supérieure se transforme rapidement sous l'effet de la mondialisation. L'enseignement à distance se développe à toute allure. Les offres de formations «franchisées» se multiplient: des universités du Nord, anglo-saxonnes pour la plupart, vendent à des institutions privées du Sud le droit de diffuser leurs programmes et d'octroyer des diplômes portant leur label. Michel Carton voit dans ce système une nouvelle forme de «colonialisme»: «Pour l'établissement africain franchisé, c'est là une source non négligeable de revenus, car il revend assez cher aux étudiants des paquets de cours reçus par Internet. Mais je ne suis pas sûr que ce savoir 'tout cuit', venu du Nord, permette de lutter contre la pauvreté. De plus, ces offres font directement concurrence aux universités publiques locales.» ■

### Frigos écologiques

Quand elle a adhéré en 1992 au Protocole de Montréal, l'Inde s'est engagée à bannir les chlorofluorocarbones (CFC) de tous ses systèmes de réfrigération et de climatisation. Ces gaz destructeurs de la couche d'ozone devaient être remplacés par étapes sur une durée de 18 ans. Des multinationales américaines ont alors tenté de vendre à l'Inde des gaz synthétiques, mais ceux-ci présentaient deux inconvénients: ils contribuaient au réchauffement de la planète et ils étaient protégés par des brevets qui auraient rendu une production sous licence hors de prix. La DDC et l'agence de coopération allemande GTZ ont alors soutenu le transfert vers l'Inde d'un système écologique basé sur des gaz naturels. Les industriels indiens ont pu ainsi tester, puis implanter cette technologie déjà utilisée en Allemagne et qui appartenait au domaine public. Le projet «Ecofrig» a connu un grand succès. Cette année, 8 millions de frigidaires écologiques devaient être fabriqués en Inde.

# Du profit à chaque maillon



## De l'eau sous les pieds

La pompe à pédales a été mise au point en 1979 par Gunnar Barnes, un ingénieur norvégien travaillant pour une ONG du Bangladesh. C'est une technologie à motricité humaine, très simple, qui peut être fabriquée et réparée localement. Elle convient parfaitement bien à l'irrigation de petites parcelles de moins de 0,4 hectare, à condition que l'eau se trouve à moins de 7 mètres de profondeur. C'est le cas dans la plus grande partie du Bangladesh. La pompe est actionnée par une personne qui se tient debout sur deux longues pédales en bois, à quelques dizaines de centimètres du sol. Le mouvement des pédales fait coulisser deux pistons qui montent et descendent alternativement dans des cylindres métalliques de 30 cm de longueur, munis de clapets à l'extrémité inférieure. Ces cylindres, qui constituent le corps de la pompe, sont reliés par un tuyau à la source d'eau souterraine.

**La pompe à pédales est un outil d'irrigation peu coûteux et efficace. Mais les paysans pauvres n'en profitent que s'il existe des chaînes de distribution viables et durables. Des experts d'Afrique et du Bangladesh ont échangé leurs expériences en la matière. Ils ont identifié les mécanismes qui font le succès ou l'échec de ces chaînes.**

(Jls) Avertis de l'attraction par un *rickshaw* équipé de haut-parleurs, quelque 3000 paysans se rassemblent pour assister à une séance de cinéma en plein air. L'intrigue se déroule dans une région rurale du Bangladesh : une jeune fille ne peut pas épouser l'homme qu'elle aime, car son père n'a pas les moyens de lui constituer une dot. Elle tombe alors dans les griffes d'un odieux prêteur. À point nommé, le père entend parler de la pompe à pédales. Il décide d'en acheter une à crédit, l'installe dans son champ et réussit ainsi à gagner beaucoup d'argent. Il peut alors offrir une belle dot à sa fille. Les amoureux se marient et vivent heureux très longtemps.

La projection de films comme celui-ci a largement contribué à faire connaître la pompe à pédales au Bangladesh. C'est l'une des méthodes promotionnelles utilisées par International Development Enterprises (IDE), l'organisation non gouvernementale (ONG) qui a diffusé cette technologie dans le pays. IDE a monté une chaîne de distribution exemplaire qui a permis de vendre 1,5 million

de pompes depuis 1984. Durant les premières années, IDE intervenait directement dans la filière en tant que grossiste. Peu à peu, elle a remis ce rôle au secteur privé et s'est retirée de la chaîne sans que celle-ci en soit perturbée.

## Quand le projet se retire

Les choses ne se passent pas toujours aussi bien dans le développement rural. Avec le soutien de donateurs bilatéraux ou multilatéraux, des ONG construisent des chaînes d'approvisionnement reliant fabricants, grossistes, revendeurs, installateurs et consommateurs. Les filières fonctionnent bien dans cet environnement subventionné. Mais quand le projet de développement prend fin, le secteur privé local n'est souvent pas en mesure d'assurer leur pérennité. « Dans le secteur de l'eau par exemple, environ 30 pour cent des systèmes ont de sérieux problèmes de durabilité », relève François Münger, *senior water advisor* à la DDC. « Même une excellente technologie est inutile si on ne peut pas assurer sa distribution et sa maintenance. »

C'est pour mieux comprendre les mécanismes des chaînes de distribution que 52 experts se sont réunis du 18 au 24 octobre 2002 à Niamey, à l'initiative notamment de la DDC et de la Banque mondiale. Ils venaient d'Afrique de l'Ouest, d'Éthiopie, du Bangladesh, des États-Unis et de Suisse. Cet atelier international avait pour but de générer, à travers l'échange d'expériences, un nouveau savoir susceptible d'améliorer les chaînes en milieu rural. Il s'est tenu au Niger, parce qu'un cas concret se présentait justement dans ce pays : la Banque mondiale, qui avait financé l'introduction de 1500 pompes à pédales dans le cadre d'un projet pilote, souhaitait étendre la commercialisation au niveau national. Avant l'atelier, des experts africains se sont rendus au Bangladesh et au Kenya, où plus de 10000 pompes à pédales sont vendues chaque année. Ces deux voyages d'étude et des visites de terrain au Niger ont servi de base aux travaux de l'atelier.

### Création de savoir

Les réflexions menées à Niamey ont permis de tirer des règles générales sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire pour garantir la durabilité des chaînes. Elles ont mis en évidence un principe fondamental : chaque maillon doit réaliser un bénéfice, faute de quoi il ne sera pas intéressé au maintien de la chaîne. De longs débats ont porté sur la manière de rendre une filière profitable tout en maintenant le produit à un prix abordable. Les participants ont défini des stratégies, en se basant sur les 4 «P» (pro-



duit, prix, place et promotion), qui constituent les éléments clés du marketing efficace. Ils ont ajouté le «P» de politique, relatif à l'action du gouvernement.

Les uns et les autres ont rendu compte de leurs expériences, des difficultés rencontrées. «Ainsi, le mauvais état des routes et l'absence de liaisons téléphoniques sont des obstacles majeurs au fonctionnement des chaînes dans les zones rurales», relève M. Münger, qui a participé à l'atelier. «Il est essentiel que les différents opérateurs puissent communiquer entre eux.»

Les experts sont d'accord sur ce fait : les chaînes d'approvisionnement ne se créent pas spontanément, à partir des seules forces du marché. Il est donc justifié que des donateurs et des ONG facilitent ce développement au départ, par exemple par des activités promotionnelles ou une aide à la création d'entreprises. Mais leur stratégie doit clairement viser un retrait graduel de ce soutien et le transfert de l'ensemble des activités au secteur privé.

Le savoir créé à Niamey trouve son application à trois niveaux, conclut François Münger : «L'atelier a contribué au développement de la stratégie pour le projet au Niger, il a formulé des règles valables également dans d'autres situations et permis à tous les participants d'approfondir leurs connaissances concernant les chaînes.» ■

### Étape suivante, la motopompe

Pour un investissement modique, l'acquisition d'une pompe à pédales permet aux paysans pauvres d'améliorer leur revenu. Au Bangladesh, cette pompe coûte entre 15 et 35 dollars. Selon des estimations prudentes, le gain additionnel s'élève à 100 dollars par an au minimum. Une étude récente a montré que 20 pour cent des utilisateurs réussissent même à gagner 500 à 600 dollars de plus. Les cultivateurs les plus performants ont donc rapidement les moyens de passer à une technologie supérieure. Pour le prix de 175 dollars, ils peuvent acheter une pompe à moteur diesel et envisager dès lors de produire davantage si leur parcelle est extensible.



# Willisau-Ladakh, la filière



**Si les familles paysannes du Ladakh peuvent vivre en autarcie, c'est grâce à leurs connaissances approfondies des pratiques ancestrales. Dans ce petit royaume himalayen, ce sont essentiellement les femmes qui s'occupent de l'agriculture. Elles échangent leur savoir avec des paysannes suisses. Ce projet profite aux unes comme aux autres. De Maria Roselli.**

## **Un réseau mondial de paysannes**

L'association Farm Women's Network veut aider les paysannes à garantir la sécurité alimentaire et à réaliser des projets novateurs. Au sein du groupe régional de Willisau, dans le canton de Lucerne, les femmes se renforcent mutuellement afin d'optimiser la commercialisation directe de leurs cultures maraîchères et de s'adapter au bouleversement structurel du monde agricole. Cette association contribue aussi à intégrer les paysannes dans un réseau mondial et à promouvoir les échanges avec d'autres régions de la planète. *Farm Women's Network, Wellberg, 6130 Willisau*

La ferme de Wellberg se trouve à quelques minutes en voiture de Willisau, dans l'arrière-pays lucernois. D'ici, une vue splendide englobe le Rigi, le Pilate, mais aussi plus loin l'Eiger, le Mönch et la Jungfrau. L'exploitation est tenue par Wendy et Alois Peter. À côté de son travail à la ferme, Wendy Peter est professeure de langue, vice-présidente de Biosuisse et mandataire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Ses connaissances en agriculture lui viennent de sa belle-mère, une des premières paysannes bio de Suisse. «Le savoir des femmes et plus particulièrement des paysannes est essentiel pour un développement durable et respectueux de l'environnement», affirme M<sup>me</sup> Peter. Pour le partager avec d'autres, elle a lancé avec l'ethnologue Corinne Wacker, de l'Université de Zurich, un projet qui associe des paysannes de Suisse et du Ladakh.

«Pour combattre la faim et la malnutrition, il est indispensable de diffuser ce que les paysannes savent sur la production, le stockage et la commercialisation», souligne M<sup>me</sup> Wacker. À l'échelle mondiale

les femmes produisent plus de la moitié des denrées alimentaires, mais possèdent seulement 2 pour cent des terres fertiles. Se basant sur le Sommet mondial de l'alimentation organisé en 1996 à Rome par la FAO, Corinne Wacker et Wendy Peter ont créé Farm Women's Network pour encourager les échanges entre les paysannes suisses et leurs consœurs du Sud.

## **Produire sous un climat extrême**

Changement de décor: le Ladakh, «pays des cols enneigés», se trouve dans le nord de l'Inde, à la frontière du Tibet et du Pakistan. La majorité des 150 000 Ladakhis sont des agriculteurs. Abrisée des moussons indiennes par deux barrières himalayennes hautes de 5000 mètres, cette agriculture s'épanouit dans des oasis irriguées durant six mois de l'année par la fonte des neiges sur les glaciers. L'orge et le froment prospèrent jusqu'à 4000 mètres d'altitude; abricotiers, noyers et peupliers poussent bien dans des situations protégées. La température grimpe jusqu'à 40 degrés en été, pour tomber parfois à -30 en hiver.

# de la fraise

Au Ladakh, l'agriculture, exclusivement manuelle, est pratiquée de manière collective par la communauté villageoise. Mais la construction de routes et l'ouverture au tourisme ont conduit à négliger les cultures indigènes à partir des années 70. L'été, les hommes se consacrent à d'autres activités, de sorte que la production agricole devient presque uniquement une affaire de femmes. Si les paysannes

Lors de leurs échanges, elles ont aussi appris à utiliser des séchoirs solaires: elles s'en servent pour mieux conserver le surplus de légumes durant l'été pour les consommer en hiver.

## Des photos pour s'affirmer

Ces femmes du Nord et du Sud n'ont pas seulement des contacts par téléphone ou par Internet.



parviennent à produire durant l'été suffisamment de denrées alimentaires pour couvrir les besoins de l'année entière, c'est grâce à leurs connaissances approfondies des pratiques culturelles, qui permettent l'exploitation judicieuse, à diverses altitudes, de ressources sauvages et domestiquées.

«Ces dernières années, les paysannes du Ladakh se sont vues contraintes de diversifier toujours plus leurs sources de revenus. Elles ne produisent plus seulement pour leur propre consommation, mais cultivent des denrées qu'elles peuvent vendre aux touristes», raconte Wendy Peter.

C'est le cas des fraises, que ces agricultrices ont découvertes à travers leurs échanges avec la Suisse. Pour les cultiver, il a fallu construire des serres avec des panneaux de plastique, ce qui a prolongé la saison de deux mois. Les femmes ladakhis produisent une confiture de fraises très appréciée des touristes.

Elles se connaissent personnellement, grâce à un projet de photographie élaboré dans le cadre d'un travail de recherche Nord-Sud du Fonds national suisse de la recherche scientifique: les paysannes des deux pays ont photographié durant une année leur travail, leur environnement et leur vie.

Fin 2002, une petite délégation du Ladakh est venue en Suisse, munie de cette documentation photographique. Elle a effectué un périple de ferme en ferme, où l'hôtesse avait fait venir pour l'occasion des voisines et d'autres paysannes. Les femmes ladakhis ont expliqué aux Suissesses leurs techniques culturelles et leurs modes de vie. De leur côté, elles ont beaucoup appris sur la manière dont on exploite les ressources naturelles en Suisse. Elles ont par exemple découvert la fabrication du jus de pommes dans la ferme des Peter, la production du fromage chez des paysans tessinois et une machine à traire mobile en Valais.

Mais les agricultrices suisses ont elles aussi appris des choses intéressantes. «En réalisant une documentation photographique sur leurs activités, ces femmes ont acquis un meilleur sentiment de leur propre valeur», explique Corinne Wacker. Quelques-unes d'entre elles se réjouissent tout particulièrement de l'été prochain: elle feront partie de la petite délégation qui partira alors pour le lointain Ladakh. ■

*(De l'allemand)*

## Plantes médicinales du couvent

Un autre projet lancé par Farm Women's Network au Ladakh est réalisé par des nonnes bouddhistes du couvent de Ridzong. Il vise à échanger des connaissances sur les propriétés des plantes médicinales locales. Moines et nonnes forment environ 15% de la population ladakhi. Alors qu'autrefois ce statut ouvrait la carrière religieuse aux cadets d'une famille, restés célibataires, les couvents sont aujourd'hui obligés d'assurer par leurs propres moyens la formation pratique indispensable aux nonnes. Avec le soutien de la Suisse, une doctoresse spécialisée en médecine tibétaine organise des séminaires de formation continue. Elle emmène les nonnes sur les hauts pâturages et près des sources sacrées, où elle leur explique les propriétés curatives des herbes et des sources.



Reporters / laif

## Marxiste repent, «le Vieux» décentralise et privatise

C'est en 1960 que la puissance coloniale française a accordé l'indépendance à la République du Bénin, en Afrique occidentale. Situé entre le Togo et le Nigeria, ce pays côtier compte parmi les plus pauvres du monde. Il est aussi un modèle de stabilité démocratique pour tout le continent africain. De Hans M. Eichenlaub\*.

Ahmadou est *mon* coiffeur à Cotonou. Son poste de travail, dans notre quartier, est constitué d'une chaise branlante, placée en léger surplomb au bord de la rue. Ses seuls outils sont une paire de ciseaux et un peigne. Évidemment, on chercherait en vain une prise d'électricité. Ce coiffeur en plein air partage l'ombre du gommier avec un mécanicien qui répare des vélomoteurs. La dernière fois que je me suis rendu chez lui, Théophile, le jardinier du voisin, en est resté un moment stupéfait: jamais encore, on n'avait vu un *yovo*, un Blanc, s'asseoir sur la chaise d'Ahmadou.

Le Bénin et la Suisse ont davantage en commun que ce que l'on imagine communément. Non seulement le nombre d'habitants de ces deux pays est pratiquement identique, mais leur fête nationale est

célébrée le même jour: le Bénin a obtenu son indépendance le 1<sup>er</sup> août 1960. Et Cotonou, la capitale commerciale, aussi bien que Parakou, la grande ville du Nord, ont un magasin Coop aménagé comme ceux des années 60 chez nous, avec des vendeuses en blouse orange. Ce sont les vestiges d'une initiative de Coop Suisse qui avait lancé dès 1969 au Bénin une chaîne de magasins et une série de coopératives de production.

### Des pétroliers au cœur de la ville

Cotonou, ville d'un million d'habitants, abrite la résidence du président, l'ensemble des ministères et les représentations diplomatiques. Le parlement, lui, se trouve à Porto Novo, capitale officielle située près de la frontière avec le Nigeria. Bien que Cotonou



Giacomo Prozzi / Panos / Strates

soit une ville côtière, on y chercherait en vain des promenades accueillantes, bordées de cafés discrets et de terrasses. Il est d'ailleurs déconseillé de s'asseoir à l'extérieur en pleine ville, ne serait-ce qu'en raison de la forte pollution atmosphérique. Un seul hôtel du centre offre un accès direct à la plage, mais la construction d'un restaurant fast-food vient de lui boucher sa vue sur la mer.

Pour trouver de l'air pur et des plages propres parsemées de cocotiers, il faut rouler une dizaine de kilomètres sur la «route des pêcheurs», qui relie Cotonou à Ouidah, fief du culte vaudou. Le centre de Cotonou est défiguré par son port: des pétroliers et des porte-conteneurs jettent l'ancre littéralement au cœur de la ville. Cet endroit joue un rôle économique immense non seulement pour le Bénin lui-même, mais également pour tout un «arrière-pays» qui englobe le Nigeria, le Niger, le Burkina Faso et le Mali. Si le visiteur ne réalise pas immédiatement la signification essentielle du port, celle-ci lui apparaît très concrètement lorsqu'il revient du Nord vers Cotonou et qu'il croise tout à coup de longues caravanes de voitures d'occasion arrivées d'Allemagne, de France et de Suisse.

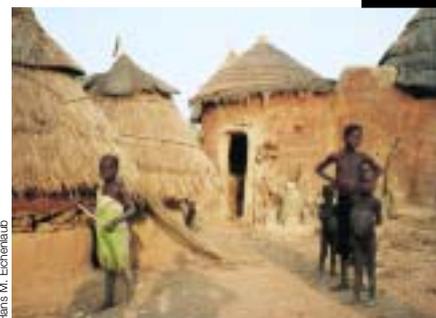
### Se nourrir grâce aux femmes

Le commerce revêt ici une très grande importance, et pas seulement au marché Dantokpa de Cotonou, le plus grand d'Afrique occidentale. Plus de 70 pour cent de la population vit de l'agriculture et de la

pêche. Le Bénin ne possède aucune industrie majeure et ses ressources minérales sont maigres. Le premier produit d'exportation reste le coton, mais souvent les prix en chute libre sur le marché mondial ne permettent pas aux producteurs de couvrir



Caroline Penn / Panos / Strates



Hans M. Echeleub

leurs coûts. Il n'est donc pas étonnant que ce pays figure toujours parmi les plus démunis de la planète. Les femmes et les enfants sont les plus touchés. Tandis que les hommes se consacrent surtout aux produits d'exportation, les femmes jouent un rôle clé dans la production et la transformation des denrées alimentaires. Le commerce informel, un domaine traditionnellement féminin, est aussi une source de revenus, même très modestes. Sous le régime marxiste-léniniste, tous les secteurs économiques importants avaient été étatisés. Entre-temps, le pays a opté pour la privatisation de l'économie et la décentralisation politique.



Hans M. Eichenlaub

## L'objet de tous les jours

### Le zemidjan

Arnaud fait une pause: sa moto lui sert de canapé. Arnaud est l'un des quelque 80 000 *zemidjans* de Cotonou. Ces chauffeurs de taxi-moto sont reconnaissables de loin à leur chemise jaune, qui porte un numéro d'immatriculation imprimé sur le dos. Les taxis-motos sont donc jaunes à Cotonou, mais verts à Parakou et roses à Porto Novo. C'est surtout le manque de transports publics urbains qui a favorisé ce phénomène dans les principales agglomérations du Bénin. En langue fon, répandue surtout dans le sud du pays, le terme *zemidjan* signifie «emmène-moi vite là-bas». Et c'est bien ce qu'ils font: on trouve un *zem* pratiquement partout et à n'importe quelle heure. Il vous transporte exactement où vous voulez pour 200 à 300 francs CFA (environ 50 centimes), selon la distance. Depuis 1993, les *zemidjans* sont organisés en syndicat, ce qui ne les empêche pas d'être parmi les principaux responsables de la pollution atmosphérique, à Cotonou en particulier. Lorsque les taxis-motos sont arrêtés en masse à un feu rouge, les gaz d'échappement forment un nuage bleu qui s'élève au-dessus d'une mer de chemises jaunes.



Betty Press / Pianos / Strates

De graves soupçons de corruption ont entaché le rachat de l'entreprise jusque-là publique qui s'occupe de commercialiser les produits pétroliers. Aujourd'hui, d'autres branches économiques sont sur le point d'être privatisées, en particulier la filière cotonnière, l'électricité et le chemin de fer qui est encore en service sur l'axe Nord-Sud Parakou-Cotonou.

### Les lunettes noires du président

Une personnalité politique marque depuis trois décennies ce pays qui compte plus de 50 ethnies et autant de langues: Mathieu Kérékou, âgé aujourd'hui de 71 ans, incarne un mélange de changement et de continuité qui surprend dans le contexte africain. Lors de ses apparitions publiques, le président et chef de gouvernement cache toujours ses yeux vifs et sensibles derrière des lunettes noires. Arrivé au pouvoir suite à un putsch en 1972, il a proclamé en 1974 l'avènement de la République populaire du Bénin et conduit l'État vers une crise économique en pratiquant une politique marxiste-léniniste jusqu'en 1990.

Il a fallu attendre la légendaire Conférence nationale de février 1990 pour assister à une véritable éclosion de la démocratie. En 1991, Mathieu Kérékou a perdu les premières élections démocratiques contre l'ancien fonctionnaire de la Banque mondiale Nicéphore Soglo, l'actuel maire de Cotonou. Mais le peuple a de nouveau voté pour «le Vieux» en 1996 et en 2001. Selon la constitution, un président ne peut être élu que pour deux législatures et ne doit pas avoir plus de 70 ans. Des connaisseurs n'excluent pas que les partis favorables à Mathieu Kérékou (il existe environ 120 partis en activité au Bénin, dont 12 sont représentés au Parlement) demandent un amendement constitutionnel afin que leur candidat puisse envisager une troisième législature.

### Une bombe atomique pour le caméléon

Quels que soient les sobriquets plus ou moins respectueux dont on l'affuble (le Vieux, le Caméléon, etc.), Mathieu Kérékou se caractérise régulièrement par une certaine originalité. Ainsi, dans un discours prononcé après la guerre d'Irak, il a qualifié de «cow-boy» son homologue américain. Autre exemple: à l'ouverture d'un festival de musique gospel à Cotonou, il a profité de la présence du maire de Pittsburgh (États-Unis) pour demander que George Bush lui livre une bombe atomique. Non pas dans un but militaire, a-t-il précisé, «mais aux fins d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, comme on le promet aux pays pauvres depuis des années».

L'électorat béninois accumule de plus en plus d'expérience en démocratie appliquée. Après trois campagnes pour la présidence et quatre scrutins destinés à renouveler le Parlement, les premières élections communales se sont déroulées fin 2002. Une étape décisive dans le processus de décentralisation. Ce scrutin représente aussi un vaste champ d'expérimentation: l'État a effectivement délégué vers le bas une partie de ses responsabilités, mais sans les accompagner des ressources financières nécessaires. Et bien des maires fraîchement élus se voient déjà confrontés à de vives polémiques. Cet aspect fait aussi partie de la démocratie au quotidien.

À propos: ce soir-là, Théophile, le jardinier, a absolument voulu savoir ce que ma coupe de cheveux avait coûté. Le prix de 800 francs CFA (moins de 2 francs suisses) l'a fait sourire avec malice, car lui ne paie que 500 francs CFA à Ahmadou. Mais Théophile n'a plus beaucoup de cheveux sur le crâne... ■

\* Hans M. Eichenlaub est un journaliste indépendant qui travaille notamment pour Radio DRS. Il vit à Niedererlinsbach (SO) et à Cotonou.

(De l'allemand)

# Le Bénin et la Suisse

## Partenaires privés et publics

(bf) La coopération entre le Bénin et la Suisse remonte aux années 60 déjà. Cet État d'Afrique occidentale, près de trois fois plus grand que la Suisse, est devenu en 1983 un pays prioritaire de la DDC. Active surtout dans le centre, la coopération s'est concentrée depuis 1994 sur les producteurs ainsi que sur d'autres acteurs économiques et sociaux. Dans les domaines clés de la coopération (voir ci-dessous), la DDC collabore également avec les instances étatiques compétentes du Bénin. Le budget annuel atteint environ dix millions de francs.

**Éducation, alphabétisation, communication:** Dans la région de Borgou, un soutien est apporté à des organisations et communautés locales qui développent l'éducation, l'alphabétisation, de même que l'information et la communication en milieu rural.

**Santé:** Aide à la restructuration et à la décentralisation du système de santé publique, ainsi qu'à la mise en place d'un régime d'assurance-maladie. Il s'agit de promouvoir les prestations privées (sans

but lucratif), l'approvisionnement en médicaments et la participation des centres de santé.

**Artisanat et formation professionnelle:** Divers projets appuient des associations d'artisans et des petites entreprises en ce qui concerne la formation technique, l'accès à des crédits et la diversification de leur offre.

**Organisations de producteurs:** On s'emploie à encourager le développement institutionnel ainsi que le renforcement des systèmes d'épargne et de crédit, mais aussi la transformation des exploitations familiales et la commercialisation de nouveaux produits.

**Réformes structurelles et institutionnelles:** On soutient en particulier le processus de décentralisation, le renforcement de la justice et l'instauration d'une autorité de surveillance indépendante pour les médias et la communication.

### Faits et chiffres

#### Nom

République du Bénin

#### Capitale

Porto Novo (capitale administrative)  
Cotonou (capitale économique et siège du gouvernement)

#### Superficie

112 620 km<sup>2</sup>

#### Unité monétaire

Franc CFA (Communauté financière africaine)

#### Population

7 millions d'habitants (47% ont moins de 15 ans; espérance de vie: 51 ans)

#### Ethnies

42 groupes ethniques (les plus nombreux sont les Fon, les Adja, les Yoruba et les Bariba)

#### Langues

Français (langue officielle), fon et yoruba (surtout dans le Sud), au moins six langues dans le Nord

#### Religions

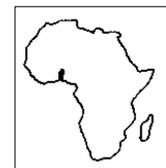
Vaudou: 50%  
Chrétiens: 30%  
Musulmans: 20%

#### Matières premières

Petits gisements de pétrole, calcaire, marbre, bois

#### Produits d'exportation

Coton, pétrole brut, produits du palmier à huile, cacao



## Repères historiques

**13<sup>e</sup> s.** Des Yoruba migrent de l'actuel Nigeria vers le sud du Bénin, où ils se mélangent aux populations autochtones et forment un royaume.

**15<sup>e</sup> s.** Des troupes de cavaliers bariba, originaires du Burkina Faso, arrivent dans la région de Borgou, se mêlent aux autochtones et fondent la ville de Nikki.

**16<sup>e</sup> s.** Le fils d'une princesse du royaume adja fonde le royaume d'Allada. Les Portugais instaurent un trafic, échangeant des armes, de l'alcool et de la poudre à canon contre des esclaves. Le royaume établit des contacts avec les cours d'Espagne, du Portugal et de France.

**1630** Un descendant indirect du royaume adja (connu pour sa troupe d'amazones) fonde la dynastie d'Abomey. Celle-ci joue un rôle central dans le trafic des esclaves faits prisonniers par ses soldats au cours de razzias.

**1728-1818** La traite négrière bat son plein. Des centaines de milliers d'esclaves sont embarqués à Ouidah.

**1878** Accord entre le roi Glèlè et la France concernant la cession du territoire de Cotonou.

**1889-94** Le roi Béhanzin résiste au protectorat français.

**1894** Colonisation définitive du pays par la France et déportation de Béhanzin.

**1960** La colonie française du Dahomey acquiert son indépendance.

**1972** Après plusieurs coups d'État, le jeune officier Mathieu Kérékou prend le pouvoir lors d'un putsch militaire; il attribue pour la première fois les fonctions

dirigeantes à des représentants de toutes les régions.

**1974** Le Dahomey devient officiellement un État d'obédience marxiste-léniniste.

**1975** Le Dahomey est rebaptisé Bénin. Ce nouveau nom n'est pas une référence directe au royaume du Bénin qui s'étendait du 13<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle sur un territoire correspondant en grande partie à l'actuel Nigeria. La situation économique se dégrade; des troubles sociaux et des manifestations secouent tout le pays.

**1985** Les palais royaux d'Abomey sont classés par l'Unesco patrimoine mondial de l'humanité.

**1990** Le président Kérékou autorise la tenue de la «Conférence nationale des forces vives du pays». Celle-ci aboutit à la destitution pacifique du gouvernement. Elle jette les bases d'une démocratie parlementaire dotée d'une constitution et d'un système économique libéraux. Les affaires courantes sont confiées à Nicéphore Soglo. La nouvelle constitution est adoptée à une large majorité.

**1991** Élections parlementaires et présidentielles. Nicéphore Soglo est triomphalement élu.

**1996** Mathieu Kérékou revient au pouvoir en remportant l'élection présidentielle.

**2001** Réélection du président Kérékou.

**2002** Longtemps attendues, les premières élections communales et municipales se déroulent sous le signe de la décentralisation.

# Père, je ne veux pas épouser cet homme!



**Zaratou Aboubakar,** 33 ans, est née à Lomé (Togo) de parents peulhs qui avaient émigré du Bénin. Elle vit aujourd'hui à Parakou, au Bénin, où elle est animatrice dans deux stations de radio, l'une en langue fulfudé et l'autre en dendi. Remariée depuis sept ans et mère de trois enfants, elle suit actuellement des cours et espère se présenter au baccalauréat en 2004. Zaratou Aboubakar a choisi de raconter son histoire personnelle pour dénoncer la pratique du mariage forcé et affirmer sa conviction que les enfants aussi ont leur mot à dire quand il s'agit de décider de leur avenir.

Après la mort de ses parents, mon père avait reçu de son oncle un troupeau de bœufs qui constituait sa part d'héritage. Avec son épouse Aïchatou, ils eurent quatre garçons et quatre filles. De ces huit enfants, seules trois filles ont survécu. Quand ma sœur aînée s'est mariée, elle est partie vivre à Parakou, dans le nord du Bénin. Il ne restait donc plus que ma petite sœur et moi pour conduire les animaux au pâturage. Nous le faisons à tour de rôle. Celle qui n'allait pas au pâturage allait à l'école.

Un beau matin, un Malien a débarqué chez nous. C'était un Peulh du Macina, comme mon père. Après les salutations d'usage, il a dit qu'il voulait m'épouser. Mon père, qui n'avait personne pour s'occuper de ses bœufs, a cru qu'il pouvait avoir confiance en cet homme. En lui donnant sa fille en mariage, il en ferait un allié qui s'occuperait plus tard de ses bœufs. Sans hésiter, mon père lui a donné son accord. Et le soir, il m'a appelée pour m'informer de sa décision. J'avais 19 ans. J'étais encore élève. J'ai dit à mon père que je ne voulais pas me marier. Il a répliqué qu'il ne demandait pas mon avis.

Un mois plus tard, le mariage était célébré. Les gens m'ont conduite chez mon mari contre ma volonté et ce fut le début de mon malheur. Dès la première nuit, il m'a fait subir toutes sortes de sévices et de brutalités. Je n'avais que les yeux pour pleurer.

Trois mois après ce mariage forcé, on est venu m'apprendre un jour que mon père était gravement malade et qu'il ne pouvait pas conduire son troupeau au pâturage. Aussitôt, j'ai pensé que l'occasion était venue pour mon mari de prouver sa bonne volonté. Je lui ai donc suggéré de jouer le rôle que mon père attendait de lui. Sa réponse a été brutale: «C'est justement pour ne pas aller au pâturage que j'ai quitté mes parents. Il n'est pas question que je fasse pour le père de quelqu'un d'autre ce que je ne veux pas faire pour mon propre père.» À ces mots, j'ai fondu en larmes. Puis je suis allée m'enquérir de la santé de mon père. J'étais enceinte, mais j'ai décidé de prendre le bâton malgré mon état. Pendant douze jours, tous les matins, je suis allée au pâturage. Le soir, je revenais pour préparer le repas de Monsieur. Le treizième jour, alors que les vaches étaient parties pour boire de l'eau dans les marais, l'une d'elles s'est embourbée. J'ai essayé de la faire sortir, mais je suis tombée. Il a fallu l'aide d'autres femmes pour nous sortir de là toutes les deux. Voyant mon état, mon père a dû faire appel à un voisin, qui avait deux garçons, afin que ces derniers conduisent les animaux au pâturage.



David Sauter / Agence VU

Quelques mois après cet incident, j'ai accouché d'une fille. Le baptême a été célébré sept jours plus tard. Mon père avait alors déjà réalisé, comme moi, que l'homme auquel il m'avait donnée en mariage n'était pas l'héritier sur qui il pouvait compter. De surcroît, cet homme était une brute. J'ai donc pris la décision de le fuir. Soupçonnant mes intentions, il a entrepris de m'en empêcher en ayant recours à des pouvoirs occultes.

Le lendemain du baptême, j'ai remis mon bébé à ma mère et suis partie très tôt en direction de Parakou, où vivait ma grande sœur. Informé de mon absence, mon mari s'est présenté chez mes parents. Pendant que les gens me cherchaient et que le bébé pleurait, il a dit qu'il ne voulait plus ni de moi ni de l'enfant. Mon père lui a demandé de patienter. Mais il n'a rien voulu entendre et il a convoqué mes parents au commissariat, leur réclamant tout ce qu'il avait dépensé avant et pendant le mariage, jusqu'au baptême. Mon père lui a tout remboursé. Ma sœur aînée m'a accueillie chez elle et m'a fait suivre une formation de couturière. Plus tard, j'ai décidé de reprendre les cours.

Pendant longtemps, j'ai eu peur des hommes. Mais finalement, j'ai rencontré quelqu'un qui a compris ce que j'avais vécu dans le passé. Il a eu la patience nécessaire pour me permettre de comprendre que les hommes ne sont pas tous pareils. ■



## Multiplier et partager le savoir

Dans le débat sur le développement durable, il est souvent question de ressources renouvelables et non renouvelables. Le savoir a ceci de particulier que plus on l'exploite, plus il augmente. Il fait partie de tout processus de développement, qui débute notamment par le recours aux compétences locales, auxquelles viennent s'ajouter ensuite des connaissances transférées mais adaptées aux réalités du terrain. On est tenté d'en conclure que le savoir est synonyme de développement. Sans doute, mais seulement s'il est utilisé activement et rendu accessible, si toutes les parties concernées sont disposées à le partager.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) sont des outils; elles convertissent des signaux en informations, lesquelles accèdent au statut de savoir lorsque leur intérêt persiste un certain temps. Les TIC peuvent aider à organiser le savoir, à le stocker, à le rendre accessible, à le transporter et à mieux l'utiliser. En gestion d'entreprise, on le qualifie de «capital structurel». Associé au travail et au capital, il est indispensable à toutes les étapes du développement, de la fabrication et de la commercialisation d'un produit.

Si le savoir est important pour le développement, il l'est tout autant pour les acteurs de la coopération: celui d'une institution telle que la DDC doit représenter davantage que la somme des connaissances accumulées par l'ensemble de ses collaboratrices et collaborateurs. Mais une telle plus-value ne se réalise que par des processus systématiques de structuration et de partage, par exemple en s'organisant pour que les jeunes profitent au mieux de l'expérience et des compétences acquises par le personnel chevronné. Le savoir doit être exploité de manière délibérée et mis durablement au service de notre mission commune.

La DDC a choisi «savoir et développement» comme thème de l'année 2004 en matière d'information. Elle entend ainsi souligner l'importance de cette ressource pour son travail, la promouvoir sur le plan institutionnel, mais aussi en débattre avec ses partenaires en Suisse et à l'étranger; et peut-être emprunter de nouvelles voies. Il s'agit aussi de faire en sorte que la coopération internationale mobilise et exploite encore beaucoup mieux les savoirs locaux. Grâce aux TIC, ces derniers sont également plus accessibles désormais aux pays industrialisés. Les redécouvrir ne peut que profiter à tous ceux qui voudront les utiliser. Il n'est pas interdit d'apprendre d'autrui, bien au contraire. ■

*Walter Fust*  
*Directeur de la DDC*

*(De l'allemand)*

# Des écoles qui fonctionnent

Cela fait un demi-siècle que la Colombie est plongée dans une véritable guerre civile. Chaque jour, des centaines de personnes quittent leur village pour se réfugier dans les villes, où elles ne trouvent guère de quoi subsister. Comment aider les paysans à rester chez eux ou tout au moins dans leur région ? Un projet, soutenu par la DDC, mise sur les écoles.



Peter Steiger (2)

## L'industrie de l'enlèvement

À côté du trafic de drogue, les prises d'otages constituent une des principales sources de financement pour les organisations de guérilla et les paramilitaires. Selon des estimations, les FARC à elles seules gagnent chaque année quelque 160 millions de dollars grâce aux rançons extorquées. L'enlèvement de civils au hasard, une pratique appelée *pescas milagrosas* (pêches miraculeuses), a pris en Colombie la dimension d'une véritable industrie. Le nombre d'enlèvements a doublé en quelques années, passant d'environ 1500 en 1997 à 3000 en 2001. À ce jour, la plus célèbre de ces otages est la candidate à la présidence colombienne Ingrid Betancourt, détenue par les FARC depuis le 23 février 2002. Mais les victimes appartiennent de plus en plus à toutes les couches sociales.

(mr) « Au début, quand nous arrivions dans un village, les rues se vidaient, les gens rentraient chez eux, fermaient les fenêtres et verrouillaient leurs portes », se souvient André Huber, chargé de programme de l'Aide humanitaire suisse, qui a travaillé plusieurs années en Colombie. « Les habitants de cette région vivent dans la peur. Les véhicules venus d'ailleurs – surtout quand ce sont des tout-terrain – leur rappellent ceux des paramilitaires qui ont commis des massacres dans les villages de Chengue et El Salado il y a quelques années. »

Depuis près de 50 ans, la Colombie se trouve paralysée par une guerre civile plus ou moins larvée, due notamment à une répartition déséquilibrée des terres et des ressources. Les mouvements de guérilla de gauche – Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et Armée de libération nationale (ELN) – aussi bien que les groupes paramilitaires d'autodéfense gagnent beaucoup d'argent avec la production et l'exportation de cocaïne. Les déplacements forcés de populations rurales sont monnaie courante. Selon le Haut Commissariat

des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la spirale de la violence a pris de telles proportions que ce pays connaît la plus grande catastrophe humanitaire du monde occidental.

## Fuite vers les villes

C'est une fois de plus la population civile rurale qui fait les frais des affrontements armés. Depuis 1985, environ 2,5 millions de personnes ont fui vers d'autres régions du pays, en particulier vers les villes. La guerre civile se déroule principalement dans les campagnes, mais l'exode rural lui donne un caractère toujours plus urbain. Plus de la moitié des personnes déplacées sont des femmes. Mères et enfants subissent donc de plein fouet les conséquences du conflit.

La population se sent abandonnée par l'État, un sentiment qui est exploité tant par les paramilitaires que par les guérilleros. Celui qui est soupçonné de collaborer avec l'ennemi se voit contraint de partir pour échapper à la mort. Les combats d'une certaine ampleur font fuir des villages entiers vers la localité

# nnent malgré la guerre

voisine. Lorsque le calme est plus ou moins revenu, les hommes rentrent les premiers au village, suivis par les femmes et les enfants.

«La situation alimentaire est assez bonne tant que les gens maintiennent un lien avec leur lopin de terre. S'ils en restent trop longtemps éloignés, ils perdent non seulement leur moyen de subsistance, mais souvent aussi leur titre de propriété», explique André Huber. Disposant d'une maigre formation, les pay-

connaissent parfaitement la situation conflictuelle de cette région située au nord du pays. Ils s'occupent de la réhabilitation des écoles, qui sont dans un état lamentable: les salles sans portes servent d'abris aux animaux, les leçons sont fréquemment supprimées quand il pleut, beaucoup d'enfants doivent s'asseoir par terre ou apporter leur propre chaise. De plus, des groupes armés viennent souvent se cacher dans les bâtiments scolaires, ce qui constitue



sans déplacés trouvent difficilement de nouvelles sources de revenus et leur avenir est bouché. De plus, les grandes villes au développement anarchique ont un effet destructeur sur les réseaux sociaux.

## Travail délicat en zone de guerre

«Les enfants tiennent une place importante dans les familles rurales. S'ils ne peuvent plus envoyer leurs enfants à l'école, les *campesinos* voient s'effondrer une partie essentielle de leurs perspectives d'avenir. Ils sont alors contraints de quitter le village. C'est pourquoi nous intervenons au niveau des écoles», déclare André Huber. Cela signifie toutefois qu'il faut travailler directement dans les zones de conflit. Mais les guérilleros aussi bien que les paramilitaires acceptent de considérer les écoles comme un terrain «neutre». Avec l'appui de la DDC, l'organisation non gouvernementale espagnole *Acción contra el hambre* (Action contre la faim) travaille depuis deux ans dans les Montes de María, une des régions les plus dangereuses de Colombie.

Les collaborateurs du projet, tous autochtones,

une violation manifeste du droit international humanitaire.

Malgré l'attitude très méfiante des protagonistes du conflit à son égard, l'ONG espagnole tente de travailler non seulement avec les écoliers mais aussi avec les adultes. Alors qu'au départ il n'était pas question de créer des fermes scolaires, les collaborateurs du projet n'ont pas tardé à se rendre compte qu'une telle activité se justifierait parfaitement à condition d'être adaptée aux besoins locaux. L'objectif de ces fermes est non seulement d'approvisionner la cantine de l'école en denrées alimentaires, mais également de mettre en œuvre dès que possible les connaissances acquises et de transmettre celles-ci aux parents. Le projet «Écoles pour la paix» permet de soutenir 27 écoles de la zone en crise, à savoir 14 dans le département de Sucre et 13 dans le département de Magdalena. ■

(De l'allemand)

## Un pas vers la paix

«Les enseignants et les élèves retrouvent progressivement une certaine sécurité grâce à la présence des collaborateurs du projet. Les familles ont commencé à revenir dans leurs villages. Mais ces gens savent que même la présence permanente d'une ONG internationale les protège seulement jusqu'à un certain point. Notre soutien matériel et surtout moral doit donner une lueur d'espoir aux habitants de ces régions perdues, leur montrer qu'on ne les oublie pas. En même temps, l'expérience a montré que le travail accompli par *Acción contra el hambre* peut contribuer à une stabilisation progressive de la région. C'est un pas modeste mais important dans la longue marche vers la paix.»

André Huber, chargé de programme de l'Aide humanitaire suisse

# D'abord les lois, ensuite l'Europe

La Serbie-Monténégro devra encore parcourir une longue route avant de rejoindre l'Europe. Comme d'autres pays de la région, cet État fédéral souhaite adhérer un jour à l'Union européenne. Mais la réalisation de son objectif passe par une harmonisation des législations.



Keystone

## L'engagement suisse

La Suisse, représentée par l'Aide humanitaire de la DDC, est active depuis 1991 en Serbie et au Monténégro. En 1999 et 2000, son important programme humanitaire a été complété par une série de projets bilatéraux dans différents secteurs: construction de logements, allocations en espèces pour l'hébergement, minorités, réhabilitation d'écoles et d'institutions sociales, eau et infrastructures de chauffage, assainissement de sols pollués et surveillance des eaux souterraines. Immédiatement après le changement de régime, la DDC s'est mise à préparer des programmes de coopération technique à moyen terme.

(mr) Les élections présidentielles de septembre 2000 et la chute de Slobodan Milosevic ont marqué un tournant décisif pour la République fédérale de Yougoslavie. Ces événements ont ouvert la voie à une coopération avec la communauté internationale. Sous la pression de l'Union européenne (UE), les dirigeants serbes et monténégrins ont signé le 14 mars 2002 un accord portant sur la création d'une nouvelle union entre leurs deux pays.

Depuis lors, l'État de Serbie-Monténégro est à nouveau membre des principales organisations internationales et fait partie des groupes de vote dirigés par la Suisse au sein de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

## Plus de cent chercheurs mobilisés

Actuellement, la jeune nation travaille d'arrache-pied à l'élaboration de sa législation. Tandis que ses parlementaires débattent d'une nouvelle constitution, elle doit de toute urgence promulguer des lois eurocompatibles pour rendre possible une future adhésion. Cela commence par une comparaison des lois existantes avec celles de l'UE, afin que le législateur puisse procéder aux adaptations nécessaires.

Les travaux sont placés sous la responsabilité de l'Institut de droit comparé à Belgrade, qui bénéficie du soutien de la DDC. En collaboration avec l'Europa-Institut de l'Université de Zurich et d'autres institutions, cet organisme renommé élabore des propositions en vue d'harmoniser la législation serbo-monténégrine avec celle de l'UE.

«Une législation eurocompatible est essentielle pour l'avenir de ce pays», souligne Pierre Maurer, du Bureau de coopération suisse à Belgrade. L'Institut de droit comparé a achevé un premier projet, à savoir des lignes directrices pour l'harmonisation des lois locales se rapportant à la Convention européenne des droits de l'homme. L'ouvrage est déjà paru en serbe et en anglais. Actuellement, plus de cent chercheurs internationaux travaillent sous la direction de l'institut à la réalisation d'un guide englobant l'ensemble de la législation. «Tous les textes normatifs – du droit économique au droit pénal – doivent être systématiquement comparés à ceux des lois européennes correspondantes. C'est un travail gigantesque, qui prendra encore plusieurs années», ajoute Pierre Maurer. ■

(De l'allemand)

**Nouvelle politique de santé**

(bf) La DDC vient d'élaborer pour la première fois une politique de santé clairement axée sur la mise en œuvre. Cette nouvelle politique remplace les directives et analyses de 1995 concernant l'importance de la santé et du développement. Elle est rendue publique dans la brochure *La politique de santé arrêtée par la DDC 2003-2010*. Daniel Mäusezahl, chargé des questions de santé à la DDC, explique que cette politique se fonde sur deux sources principales: «D'une part, l'énorme expérience de la coopération suisse en matière de santé, d'autre part la mise en réseau internationale et la prise en compte des nouveaux défis dans le contexte de la santé globale.» Aujourd'hui, on admet

internationalement qu'il existe des corrélations directes entre la santé et l'économie d'un pays, de sorte que la coopération au développement tend à mettre la santé au centre de ses préoccupations. La DDC réoriente ainsi sa politique sur la base des constatations suivantes: «Le fossé entre la santé des riches et celle des pauvres continue de se creuser dans le monde, ce qui doit conduire à intensifier et unifier davantage les efforts de la communauté internationale dans ce domaine». Il s'agit de mettre en place des partenariats avec les pays en développement et les pays émergents, d'orienter les prestations de santé dans une perspective sociale et adaptée aux besoins des populations démunies.

*La brochure «La politique de santé arrêtée par la DDC» existe pour le moment en allemand, anglais et russe. Elle est disponible avec d'autres informations de fond sur le site [www.sdc-health.ch](http://www.sdc-health.ch). On peut aussi l'obtenir auprès de: DDC, Médias et communication, tél. 031 322 44 12, ou par e-mail: [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)*

**«Traverse» et ses invités**

(sia) Dès janvier 2004, la DDC organisera régulièrement à Berne un forum de discussion dénommé «Traverse». Ce forum est ouvert non seulement au personnel de la DDC, mais également à tout public intéressé par les questions de développement. Quatre fois par année, il accueillera d'éminentes personnalités du monde scientifique, économique, cultu-

rel, etc., qui illustreront de leur point de vue certains thèmes spécifiques de politique de développement. L'occasion sera offerte de partager avis et pratiques diverses avec les intervenants. De nombreuses problématiques ont tendance à s'universaliser sous l'effet de la mondialisation. La politique de développement est de plus en plus sollicitée pour débattre de ces questions et faire part de ses expériences. Grâce à Traverse, la DDC souhaite promouvoir une discussion interculturelle et interdisciplinaire, afin d'esquisser des solutions originales à ces problématiques.

## Au fait, qu'est-ce que l'*advocacy*?

(bf) Le dictionnaire traduit le terme *advocacy* par «plaidoyer» ou «art de plaider». Dans la coopération au développement, on parle d'*advocacy* quand une agence de développement – par exemple la DDC –, une organisation non gouvernementale (ONG) ou un groupe d'intérêt s'emploie à plaider une cause. Il s'agit principalement de faire valoir les besoins et les préoccupations de populations, de catégories sociales ou de pays déshérités et marginalisés. Cela peut concerner les droits de l'homme, les principes humanitaires, les réfugiés, le trafic d'enfants, le commerce équitable ou encore la formulation de politiques appropriées. L'*advocacy* se distingue du *lobbying* en ce sens que le premier se pratique

pour défendre non pas ses propres intérêts, mais ceux de tiers défavorisés. Il encourage la prise de conscience, favorise la compréhension et la recherche de solutions, crée des alliances et des réseaux qui peuvent déboucher sur des réalisations concrètes à l'échelon international. Cette forme de plaidoyer revêt une importance politique qui va grandissant dans le monde. En Suisse, une campagne menée en 1991 par des ONG pour le désendettement créatif de pays en développement a conduit le Parlement à débloquer un crédit de 500 millions de francs.



# Les savoirs locaux survivront par le dialogue

La production académique est un savoir de plus. Elle s'ajoute à tous ceux qui ont été développés au fil des siècles par les peuples indigènes, constate Freddy Delgado. Selon cet expert bolivien d'origine aymara, il faut établir un dialogue entre les savoirs, pour éviter la domination d'une seule culture sur les autres. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



**Freddy Delgado Burgoa**, docteur en agroécologie et développement durable, dirige depuis 1990 le centre universitaire AGRUCO, à Cochabamba. Parallèlement, il participe aux activités de plusieurs organismes de développement et institutions scientifiques, au niveau national et international. Il est notamment coordinateur pour la région andine du Mouvement agroécologique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (MAELA) et coordinateur pour l'Amérique latine de COMPAS, réseau d'appui à la diversité culturelle. Après une formation d'ingénieur agronome à Cochabamba, Freddy Delgado a poursuivi ses études au Centre Bartolomé de las Casas, au Pérou, où il s'est spécialisé dans le développement rural dans les régions andines. En 2001, il a obtenu son doctorat à l'Université de Cordoue, en Espagne.



## Un seul monde: De quel type de savoir les pays du Sud ont-ils besoin en priorité pour échapper à la pauvreté?

**Freddy Delgado:** Le Sud a besoin de savoirs qui reflètent ses réalités, ses expériences sociales ou sa façon particulière de voir le monde. La science néo-positiviste et la technologie moderne ont tenté d'homogénéiser les savoirs. Or, ceux-ci naissent dans un contexte déterminé et ne peuvent pas se reproduire en tant que tels. En revanche, ils peuvent être échangés et se compléter les uns les autres. C'est pourquoi il importe d'établir un dialogue permanent des savoirs, fondé sur la solidarité, la réciprocité et le communautarisme. Des principes qui guident la vie de nombreux peuples indigènes. Accepter ce dialogue interculturel implique de reconnaître l'ap-

port des connaissances qui ont persisté au Sud à travers les siècles. Je pense par exemple aux médecines traditionnelles ou à des techniques agricoles qui contribuent à réduire la pauvreté et la faim.

## Quel est en Bolivie l'impact de la privatisation du savoir, par le biais de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle?

La privatisation du savoir fait partie d'une stratégie qui vise l'expropriation des ressources naturelles et la domination d'une seule culture. Des groupes capitalistes s'associent à quelques dirigeants mal intentionnés dans des pays pauvres, comme la Bolivie, en vue d'obtenir des droits sur les ressources collectives. Ces manœuvres sont perçues de manière très négative par les peuples andins. Leur malaise



Werner Richard / Still Pictures



Miquel Dewever-Plana / Agence VU

s'est clairement exprimé en 2000 d'abord, quand une rébellion a contraint le gouvernement à renoncer à son projet de privatiser l'eau potable à Cochabamba et d'accorder une concession à la multinationale Bechtel. Le peuple s'est à nouveau mobilisé en octobre dernier contre la vente prévue du gaz naturel aux États-Unis. Au prix de 70 morts, il a obtenu l'annulation du projet et la démission du président.

L'expropriation des ressources génétiques par le biais de brevets n'a pas provoqué les mêmes réactions, car elle n'a pas donné lieu à des procédures judiciaires. Mais on sait que plusieurs brevets sont déjà en vigueur et d'autres en cours. La quinoa a d'abord été brevetée, puis cette mesure a été annulée grâce à une forte mobilisation des producteurs écologiques, soutenus par la coopération internationale.

**Les universités prennent-elles suffisamment en compte les besoins des populations défavorisées? Quelle place accordent-elles aux savoirs traditionnels?**

Dans les pays du Sud, les universités ne prennent pas en considération les besoins des populations défavorisées et encore moins les savoirs non académiques. Leur seul but est de reproduire et de transférer les connaissances développées au Nord. En

Amérique latine, la plupart des curriculums universitaires sont calqués sur ceux du Nord. Ils ne répondent pas aux problématiques locales et régionales. Ainsi, en matière de technique ovine, certaines facultés enseignent la construction de bergeries initialement conçues pour de riches éleveurs néo-zélandais ou américains.

Au cours des 35 dernières années, quelques projets ont intégré les savoirs locaux et encouragé une plus grande participation de la population dans les processus de développement. À cet égard, le débat sur la dégradation de l'environnement a été une source d'innovation. Le Sommet de la Terre, en 1992, a suscité des expériences en agriculture écologique qui ont pour la première fois mis en valeur les savoirs traditionnels. La coopération internationale a rapidement ajusté ses stratégies, tandis que les milieux académiques ont réagi plus tardivement.

**Il fut un temps où la coopération se limitait à un transfert de technologie du Nord vers le Sud. Qu'en attendez-vous aujourd'hui?**

Les pays du Nord semblent toujours miser davantage sur le transfert que sur l'échange de connaissances, présupposant que le Sud souffre d'une carence absolue en la matière. Des agences européennes de développement ont commencé d'intégrer dans leurs activités certains éléments des savoirs du Sud. Mais cela concerne essentiellement des aspects technologiques, et non pas les formes d'organisation sociale ou les croyances religieuses. La coopération internationale devrait envisager un appui intégral aux peuples indigènes, en partant de leurs visions du monde. Elle devrait rechercher un dialogue interculturel franc et ouvert, aller au-delà des objectifs quantifiables qui lui donnent bonne

**Mariage de savoirs**

Le programme AGRUCO (Agroécologie Université de Cochabamba) est le fruit d'un accord conclu en 1985 entre la DDC et l'Université Mayor de San Simón, à Cochabamba. Son objectif initial était de transférer les expériences de l'agriculture biologique suisse vers les universités publiques boliviennes et les services étatiques de vulgarisation agricole. Aujourd'hui, ce centre d'excellence se consacre à la recherche participative, à la formation universitaire et à la promotion de projets pilotes de développement dans les communautés rurales andines. Il travaille en étroite relation avec les paysans locaux, associant le savoir traditionnel au savoir scientifique pour proposer des alternatives de développement humain durable dans le domaine rural. En 1990, AGRUCO a créé deux programmes de formation postgrade, l'un en agroécologie et en développement rural durable, l'autre en gestion municipale. Depuis 1998, il propose également un programme de maîtrise en agroécologie, culture et développement durable en Amérique latine. [www.agruco.org](http://www.agruco.org)



Michael J. Balick / Still Pictures



Fon Gling / Still Pictures

### Réseau pour le développement endogène

Créé en 1995, le réseau international COMPAS (Comparing and Supporting Endogenous Development) a pour but de renforcer le développement endogène par la revalorisation des savoirs locaux. Cofinancé par la DDC, ce réseau comprend 22 organisations non gouvernementales et fondations basées en Afrique, en Amérique latine, en Asie et en Europe. Pour la région latino-américaine, il a été mis sur pied par le programme AGRUCO, à Cochabamba, qui en assume la coordination. À l'instar d'AGRUCO, les autres partenaires du réseau mettent en œuvre des projets visant à préserver la diversité biologique et culturelle. Ils soutiennent et réalisent des recherches qui se basent sur la vision du monde des peuples indigènes. COMPAS veut établir un dialogue interculturel entre le Sud et le Sud, ainsi qu'entre le Nord et le Sud.

conscience. Sinon, elle continuera de transférer ses connaissances et ses technologies, perpétuant une unique façon de voir le monde et une unique logique économique, celle du marché.

### Vous dirigez un centre universitaire d'écologie agricole, qui se base sur un dialogue permanent avec les paysans indigènes. Après 18 ans d'existence, quel est le bilan de ce programme soutenu par la DDC?

À ce jour, 180 professionnels, en majorité des agronomes, ont suivi les deux programmes de formation postgrade qui ont été créés par l'Université Mayor de San Simón de Cochabamba. Une quarantaine d'entre eux ont obtenu une maîtrise en « agroécologie, culture et développement durable ». Nos curriculums ont été définis et adaptés au fur et à mesure sur la base de recherches réalisées en relation directe avec les communautés rurales dans la province de Tapacari. Ce projet pilote visait à renforcer les capacités des paysans et à transférer des technologies agroécologiques, tout en assurant la formation des étudiants inscrits à la faculté d'agronomie. La plus grande partie des travaux se sont déroulés sur les parcelles familiales. Les chercheurs et les étudiants ont étudié les stratégies de vie des paysans et pris en compte leurs besoins. Au cours de ce processus, nous avons également élaboré un programme intégral communautaire pour l'autoges-

tion et le développement durable, qui est actuellement appliqué dans plusieurs communes boliviennes.

### Les compétences et les pratiques indigènes sont-elles menacées de disparition dans la région andine?

Aussi longtemps que la vie spirituelle constituera l'essence de la société et des cultures, on peut espérer que les pratiques indigènes vont continuer d'exister et même se renforcer. Étant moi-même d'identité aymara, je suis conscient des risques liés aux agressions d'un système matérialiste et individualiste qui nous pousse vers la débâcle morale. Mais notre force spirituelle est bien vivante. Le dialogue interculturel permet justement de renforcer les cultures, tout en les sortant de leur isolement. Les moyens modernes de communication rendent possibles l'apprentissage social et l'échange d'expériences entre les peuples indigènes. Profitons de ces technologies pour revaloriser les savoirs locaux! Si nous avons pu nous revitaliser, c'est parce que nous ne sommes pas seuls. Nous sommes des millions d'indigènes dans le monde. Nous avons l'obligation de préserver les savoirs de nos ancêtres, car notre vie en dépend. ■

(De l'espagnol)

# Le dégoût de la guerre

Il est courant de lire dans les livres d'histoire que la guerre stimule la science. Mais rares sont les textes qui s'intéressent à un phénomène moderne, à savoir la façon dont les affrontements armés éveillent la conscience humaine. Après le Viêt-nam, les conflits ont cessé d'être héroïques. Ils font désormais partie d'un tissu politique complexe et abominable qui remplit d'horreur l'âme du monde. L'Afghanistan a montré que le socialisme s'enlisait dans un borborygme belliqueux et qu'il courait à sa perte. Avec l'opération « Tempête du désert », il est devenu évident que les armes n'étaient plus considérées comme l'ultime recours, mais bel et bien comme la solution première. Un rictus s'est installé sur le visage de l'humanité, reflétant sa lassitude : nous en avons assez de la guerre, nous n'en voulons plus.

Durant la guerre du Golfe, l'affrontement idéologique est passé inaperçu grâce à la manipulation opérée à travers les médias. À l'occasion de cette débâcle, nous en avons appris plus sur la précision des missiles guidés par satellite que sur leurs victimes, car les caméras se sont braquées davantage sur la précision balistique que sur la souffrance des populations. Par contre, pendant l'offensive contre l'Irak, dont les préliminaires ont été retransmis en direct depuis les Nations Unies, la participation des peuples a été générale, même si elle s'est manifestée à plus ou moins grande échelle. En effet, il ne s'agissait pas uniquement de renverser un tyran – une espèce qui génère des anticorps dans la société. L'enjeu portait aussi sur l'opportunité de remplacer une pression pacifique, aussi dure fût-elle, par une attaque frontale. La prudence conseillait d'éviter toute pré-

pitiation. Nous, les faucons de la paix, désirions que toutes les instances aient été saisies avant de tirer la première balle. La mémoire des millions de blessés, mutilés, orphelins et veuves des grandes guerres européennes commandait de ne pas répéter ce rite humain pervers de destruction et d'extermination. Il n'y a pas de batailles inévitables, il y a seulement des généraux impatients.

L'impensable s'est alors produit : des nations aussi éloignées l'une de l'autre que la France et le Mexique, l'Égypte et le Guatemala, sont tombées d'accord sur un même principe pacificateur. Les villes ont tremblé sous les requêtes invitant à une réflexion sur l'inutilité de tuer pour civiliser, d'anéantir des cultures pour les reconstruire, d'extirper pour mieux semer. De Tegucigalpa à Amsterdam, toutes les générations ont marché dans les rues pour tenter d'empêcher le recours à la force et de donner une chance à la paix. Mais ces efforts ont été vains. Les arbalètes étaient tendues, les harnais attachés, le sergent d'artillerie souriait au capitaine, attendant l'ordre de tir.

On a beaucoup débattu des causes et des conséquences de cette guerre. Et on en a tiré des leçons. La première est que, grâce aux médias indignes, certains critères d'information se sont généralisés. Ils ont amené à soupçonner que des intérêts mesquins étaient en jeu dans la prochaine bataille. La seconde leçon est que l'être humain semble avoir accédé maintenant, par expérience historique, à un nouveau degré de consanguinité spirituelle (que l'on me pardonne ce terme bizarre) : il ressent par anticipation la souffrance qui frappera d'autres personnes, il s'associe à la douleur d'autrui, il aspire à un

monde où l'on cherche à faire reculer la mort au lieu d'ôter la vie. Si la science peut prolonger l'existence et le bonheur, pourquoi ne pas s'en servir pour construire la concorde ? Le dilemme du 21<sup>e</sup> siècle se posera exclusivement en termes de valeurs : nous accepterons que la guerre développe les sciences, bien sûr, mais aussi qu'elle les embourbe moralement. La guerre, quelle qu'elle soit, est dépourvue de toute justification morale.

Bien que l'agressivité soit inhérente à la vie sur Terre, les peuples la canalisent et la subliment, en fâchant les *caudillos* imprudents et les êtres désireux d'exterminer tout ce qui s'oppose à eux. La sagesse populaire a forgé dans ce but des phrases comme « Quand un ennemi fuit, construisez-lui un pont en argent ! » ou le très beau dicton « Peu importe de perdre un bateau si c'est pour connaître un port ». Tout cela se trouve résumé dans la plus intelligente des maximes populaires : « Ne nous tuez pas, car nous formons un tout ; quand l'un de nous meurt, c'est nous tous qui mourons ».

Un vécu collectif et philosophique digne de l'humanité. ■

(De l'espagnol)



**Julio Escoto** n'est pas seulement un auteur et un journaliste reconnu au Honduras, il appartient également à l'élite intellectuelle de son pays. Cet homme de 60 ans a déjà reçu plusieurs prix internationaux pour une œuvre dans laquelle il se distingue par son identification au Honduras et aux valeurs de ce pays. Ses ouvrages les plus connus sont *Los Guerreros de Hibueras*, *El Árbol de los Pañuelos* et *Rey del albor Madrugada*.



# Reflets du monde à Nyon

Cette année, le festival de cinéma Visions du Réel, à Nyon, a fait du Chili et de l'Afrique du Sud ses hôtes spéciaux. Sous la direction de Jean Perret, ce qui était naguère un festival du film documentaire se transforme de plus en plus en point de convergence pour des images venues du monde entier qui échappent au courant normal. De Gabriela Neuhaus.

CULTURE



Tournage du film *On Hitler's Highway*, de Lech Kowalski, France 2002

Jean Perret est un voyageur du septième art: en novembre dernier, il a pris l'avion pour le Chili afin d'y rencontrer des réalisateurs réunis en atelier et trouver les perles cinématographiques qu'il montrera en avril dans le cadre du festival Visions du Réel. Auparavant, il s'était rendu en Géorgie, où il a travaillé avec des cinéastes du Caucase, et au

Japon, où il a également sélectionné trois films pour Nyon 2004. «Il est très important pour moi de voir ce que font les autres, d'avoir des échanges et de collaborer», explique-t-il. Son engagement se reflète année après année dans le programme multiple, international et innovant de Visions du Réel. Ce festival est aujourd'hui l'un des prin-

cipaux points de rencontre de tous ceux qui travaillent à la réalisation de films documentaires à travers le monde. Et le public est de plus en plus nombreux ces dernières années.

#### Des univers à découvrir

À Nyon, on a supprimé du programme le terme de «film documentaire», qui ne rend pas justice

à la diversité actuelle du genre. Les Visions du Réel sont aussi variées que les réalités dont elles procèdent et qu'elles reflètent. «Dans le cinéma du réel, il faut pouvoir croire ce que disent les images. On doit sentir l'authenticité. Ce type de culture cinématographique et vidéo aide à connaître le monde tel qu'il est», affirme Jean Perret.

Mais le cinéma est pour lui davantage qu'une illustration de ce qui existe : les films posent des questions, permettent de rêver le monde de demain, ils contribuent à façonner la vie sociale et politique. Tout cela dans la mesure où des cinéastes indépendants obtiennent les moyens de concrétiser leur travail et de le montrer au public. Ce sont notamment les conditions d'existence souvent très difficiles des réalisateurs indépendants de documentaires qui ont conduit le festival de Nyon à devenir un centre dont la vocation est de nouer des contacts et de créer des réseaux. « Nous faisons un travail de résistance en faveur de films et d'images qui se situent en dehors du courant normal », relève Jean Perret.

#### Promotion internationale

En participant à des séminaires, des ateliers ou des festivals, Jean

M. Perret estime cependant qu'une vraie culture cinématographique n'est guère possible sans l'aide des pouvoirs publics. Il faut de l'argent pour produire et diffuser largement des films de qualité. Et cet argent fait souvent défaut, dans les pays du Sud et de l'Est surtout.

Il existe par exemple en Argentine ou à Cuba une vieille tradition cinématographique, qui risque de disparaître du fait que les caisses de l'État sont vides. Visions du Réel s'engage dans ces pays avec le soutien de la DDC. Celle-ci est également partenaire du festival depuis trois ans. « Nous avons voulu établir un contact avec Nyon, parce que beaucoup de films du Sud et de l'Est y sont projetés et que la philosophie du festival est très proche des objectifs de la coopération au développement », indique Sophie Delessert, responsable de la promotion du cinéma

maines, comme par exemple la quête identitaire, les processus de démocratisation ou l'éducation. »

#### Exigence de qualité

Jean Perret et son équipe de Visions du Réel ont visionné près de 1500 films pour composer leur programme d'une semaine. Dans beaucoup de cas, quelques minutes ont suffi pour constater que les œuvres envoyées ne remplissaient pas les exigences – qualitatives notamment – fixées pour une inscription au programme. Alors que les films tournés chaque année totalisent des milliards de minutes, il est toujours aussi difficile de mettre sur pied un programme de premier ordre qui passionnera son public, affirme Jean Perret. Grâce aux nouvelles techniques, les cinéastes, tant au Sud qu'au Nord, peuvent tenter leur chance à peu de frais. Réaliser son propre film devient aujourd'hui



structurés, qu'ils racontent des histoires. Conçus comme des essais ou sous d'autres formes inédites, ils doivent être capables de surprendre à chaque fois le public. » ■

(De l'allemand)



**Wellspring. The time we spend together, de Sha Qing, Chine 2002**

Perret fait connaître partout dans le monde l'engagement de Nyon pour le cinéma du réel. Le champ d'activité est vaste : il va de la discussion sur l'histoire du film documentaire ou sur son évolution dans les différents pays jusqu'à la mise en œuvre des nouvelles technologies qui permettent aujourd'hui de faire des films avec de petits budgets.

à la DDC. Ce rapprochement est porteur d'avantages réciproques : « Les images sont le plus puissant des médias, elles suscitent des émotions. Elles permettent de sensibiliser les gens de l'hémisphère Nord à nos thèmes, de favoriser une 'éducation globale'. À l'intérieur de nos pays partenaires, le cinéma joue un rôle important dans plusieurs do-



**Lettre de... Oradour-sur-Glâne, de Christian Mottier, Suisse 1972**

possible pour presque tout le monde. Mais la qualité en souffre. Jean Perret essaie de contrer ce phénomène en s'engageant au niveau international dans la promotion et la mise en réseau, en appliquant des critères rigoureux au choix des films présentés au festival : « Nos films sont du vrai cinéma. Cela implique qu'ils soient denses et solidement

*Le festival de cinéma Visions du Réel a lieu du 19 au 25 avril à Nyon. Toutes les informations concernant le programme, les séances spéciales, les ateliers, etc. se trouvent sur le site : [www.visionsdureel.ch](http://www.visionsdureel.ch)*

# Le Goulag à Genève



De 1937 à 1953, deux millions de personnes ont été déportées chaque année vers les camps de travail soviétiques, vers le tristement célèbre Goulag. À Genève, une exposition fait pénétrer le visiteur dans cet univers concentrationnaire.



(gn) Avec son exposition «Goulag, le peuple des zeks», le Musée d'ethnographie de Genève aborde un problème épineux du passé russe. Entre 30 et 40 millions d'êtres humains ont péri au cours du siècle passé dans les camps de travail forcé. Presque chaque famille russe a des parents ou des amis qui furent envoyés en Sibérie pour y être «rééduqués». Mais les problèmes qui préoccupent la Russie actuelle tendent à occulter ce chapitre de l'histoire soviétique. C'est pour combattre le refoulement d'un passé cruel que Memorial et Liberty Road, deux organisations russes de défense des droits de l'homme, ont élaboré un projet d'exposition. Lors d'une visite à Moscou de Walter Fust, directeur de la DDC, les initiateurs du projet ont per-

suaillé la coopération suisse de s'y associer en tant que partenaire. La DDC soutient cette exposition par un montant de 300 000 francs.

## Approche ethnographique

Ce qu'il y a de nouveau dans l'approche genevoise, c'est le regard ethnographique que l'on porte sur le «phénomène Goulag». Dans les camps, il s'agissait de rééduquer les *zeks* (prisonniers) pour en faire des membres de la société soviétique nouvelle et libre. En même temps, la vie du Goulag se caractérisait par une répression particulièrement brutale. Cette absurdité, de même que la vie quotidienne dans les camps, sont mises en lumière par des photos et des objets familiaux. Pour les créateurs de l'exposition,

il est important de souligner que le Goulag n'est pas un phénomène unique et isolé. Milena Mihajlovic, responsable pour la Russie à la DDC, apprécie notamment le fait que ce thème ait été intégré dans l'histoire et la vie actuelle du pays. À ses yeux, l'exposition est une importante contribution aux efforts du peuple russe en vue de surmonter le passé et de retrouver une identité. Mais elle est présentée bien loin de son véritable public cible. Les responsables justifient ce choix: «Il serait difficile de réaliser un tel projet à Moscou. Et Genève est une ville internationale, avec une renommée humanitaire, où nous pouvons toucher un vaste public.» ■

(De l'allemand)

## À l'agenda

L'exposition «Goulag, le peuple des zeks» est présentée du 12 mars 2004 au 2 janvier 2005 dans l'Annexe de Conches du Musée d'ethnographie de Genève. Elle est accompagnée de diverses manifestations. Un catalogue est publié en français et en anglais. D'autres informations sont disponibles à l'adresse: [www.ville-ge.ch/musinfo/ethg/indxagenda.htm](http://www.ville-ge.ch/musinfo/ethg/indxagenda.htm)



**Fonds contre le racisme**

(bf) Sur mandat de la Confédération, la Fondation Éducation et Développement gère le Fonds pour des projets scolaires contre le racisme et pour les droits de l'homme. Un soutien financier est apporté à des projets qui s'engagent pour la préservation des droits de l'homme ou qui combattent les discriminations de race, d'origine, d'idéologie et de religion. Ces projets peuvent s'adresser à l'enseignement, à la classe, à l'établissement scolaire ou encore à l'environnement social de l'école. Tous les niveaux scolaires sont concernés, des classes enfantines aux écoles professionnelles et gymnases, de même que les institutions de formation du corps enseignant. Le prochain délai pour l'envoi des demandes est le 15 avril. Plusieurs projets ont déjà été réalisés avec succès sur le thème «Contre le racisme – pour les droits de l'homme». Ils sont présentés comme exemples à suivre sur le site Internet: [www.projetscontreleracisme.ch](http://www.projetscontreleracisme.ch). Informations concernant le Fonds pour des projets scolaires contre le racisme et pour les droits de l'homme: [www.globaleducation.ch](http://www.globaleducation.ch)

**Arabesques d'Ouzbékistan**

(er) *Yol Bolsin*, le premier CD de Sevara Nazarkhan diffusé au niveau mondial, est comme un enlèvement sur la légendaire route de la soie, dans un univers sonore qui balance entre Orient et Asie. Des accents d'une légèreté presque austère viennent du *doutar* (luth d'Asie centrale à deux cordes remontant au 15<sup>e</sup> siècle), de la *ney* (flûte en bambou), du *gidjak* (violon) ou de ces instruments proches de la cithare que sont le *konun* et le *chang*. Tambour et *doira* (tambourin plat) impriment à l'ensemble un rythme très doux. De sa voix chaude et pénétrante, la jeune chanteuse ouzbek, également

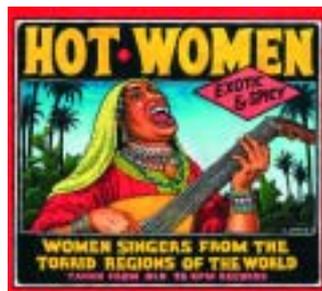
instrumentiste et parolière, module de somptueuses arabesques en quarts de tons. Son répertoire est «modernisé» avec doigté à la table de mixage par le Français Hector Zazou, célèbre sorcier des sons, dont les apports électroniques contribuent à l'ambiance mythique de cette découverte musicale.

*Sevara Nazarkhan: «Yol Bolsin» (Real World/EMI)*

**Hommage torride**

(er) Collectionneur de 78 tours, le dessinateur de BD Robert Crumb propose une compilation qui rend hommage aux *hot women singers*. Ces 24 enregistrements, qui datent des années 1920 à 1950, nous font entendre des chanteuses célèbres et d'autres oubliées depuis longtemps. Toutes proviennent des «espaces torrides» de la zone intertropicale. Elles expriment passion, nostalgie, amour, mais aussi douleur et tristesse. Nos oreilles habituées à la technologie moderne trouvent un attrait surprenant à la patine de ces vieux disques: en solo, en chœur ou en alternance, ces voix de femmes, gutturales ou stridentes, surfent sur des rythmes d'une telle vitalité que l'on a envie de se joindre à leur chant. Robert Crumb, créateur de *Fritz The Cat*, offre un bonus en illustrant lui-même la pochette, de façon superbe. Le résultat est un fascinant trésor (pas seulement pour les beatniks!) agrémenté d'un charme «exotique et épicé».

*Various (Robert Crumb): «Hot Women – Women Singers From The*



Film

*Torrid Regions Of The World» (Kein&Aber/Musikvertrieb)*

**Musique de chambre africaine**

(er) La voix de la Malienne Rokia Traoré séduit par son âpre délicatesse, son timbre à nul autre pareil, sa façon de glisser des sommets vers les profondeurs. Limpide, elle glisse sous la peau tout en douceur. Les envolées mélodiques de guitare s'associent au son clair du *n'goni* (sorte de luth) et à celui, plein et sourd, du balafon (xylophone avec des calabasses). Sur ce troisième album de la chanteuse, deux morceaux offrent même un dialogue entre les cordes du groupe américain Kronos Quartet et la voix parfois fluide et dansante, parfois vibrante



de Rokia Traoré. Cela donne l'exemple magistral d'une musique de chambre réussie par cette Africaine moderne et engagée – en paroles également – dont les racines plongent au cœur de la tradition sahélienne. Dans un autre morceau, la voix de Rokia Traoré s'élève brillante d'un duo avec celle de fausset plaintif d'Ousmane Sacko, griot légendaire des années 80.

*Rokia Traoré: «Bowmboi» (Label Bleu - Indigo/RecRec)*

**Prophète en Israël**

Le prêtre catholique Elias Chacour est un Palestinien titulaire d'un passeport israélien. Dès son jeune âge, il a vécu l'occupation et la division de la Palestine, avec les violences que cela implique. Il a choisi tout à la fois la

Service

résistance et le sacerdoce. Dans un petit village de Galilée appelé Ibillin, Elias Chacour a fondé l'école intercommunautaire Mar Elias, devenue entre-temps un symbole d'égalité et de respect mutuel entre les religions. Armé d'un idéalisme impressionnant, cet ecclésiastique travaille à un avenir commun des Juifs et des Palestiniens en Israël. Ses 35 ans d'engagement viennent de trouver une récompense: il a été autorisé à créer la première université pour tous, musulmans, juifs et chrétiens, en Israël. Elias Chacour sait convaincre par son éloquence, ses déclarations pertinentes, sa vision d'une réconciliation et sa lutte infatigable pour une vie dans la sécurité et la paix.

*Claude Roshem Smith: «Elias Chacour – prophète en son pays», France/Israël 2003. Documentaire, 55 minutes, vidéo VHS, VO arabe/français, partiellement sous-titré français, dès 16 ans. Distribution/vente: Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch. Cinédia, tél. 026 426 34 30, cinedia@bluewin.ch. Informations: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch*

### La clé d'un avenir meilleur

(bf) Dans son rapport 2004 sur le développement dans le monde, la Banque mondiale le dit tout net: l'humanité entière ne pourra que mieux se porter si les pauvres bénéficient d'un meilleur accès aux services de santé, d'éducation, d'eau potable et d'électricité, et cela à des prix abordables. Sans amélioration dans ces domaines, les droits fondamentaux à la santé et à l'éducation – deux conditions fondamentales pour échapper à la pauvreté – resteront hors de portée pour d'immenses populations. Le rapport exhorte en outre le secteur privé à s'engager davantage dans la lutte contre la

pauvreté. «Certes, la croissance économique est l'un des facteurs essentiels pour combattre la pauvreté, mais la croissance à elle seule ne suffit pas», relève toutefois Ritva Reinikka, codirectrice du Rapport sur le développement dans le monde. Elle souligne en revanche l'importance vitale d'implanter les services à l'échelon local.

«Rapport sur le développement dans le monde 2004: mettre les services de base à la portée des pauvres». Commandes: [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

### L'aide au développement en question

(jls) Trois nouveaux titres viennent compléter la collection «Enjeux Planète», lancée en 2002 par douze éditeurs francophones d'Afrique, du Canada et d'Europe pour traiter des défis liés à la mondialisation. David Sogge, membre du Transnational Institute d'Amsterdam, porte un regard critique sur l'aide internationale. Il lui reproche de provoquer plus de dommages qu'elle ne dispense de secours. Pour Oswaldo de Rivero, ambassadeur du Pérou auprès de l'Organisation mondiale du commerce, le développement est un mythe: de nombreux pays sont aujourd'hui réduits à l'état d'économies nationales non viables. Enfin, le chercheur tunisien Mohamed Larbi Bouguerra consacre un ouvrage richement documenté à la question de l'eau. Certains considèrent cette ressource comme une banale marchandise qui doit générer des profits, d'autres y voient un bien commun de l'humanité.

*D. Sogge: «Les mirages de l'aide internationale»; O. de Rivero: «Le mythe du développement»; M. L. Bouguerra: «Les batailles de l'eau». Prix unique: 25 francs. Commandes: Éditions d'En Bas, tél. 021 323 39 18, e-mail: [enbas@bluewin.ch](mailto:enbas@bluewin.ch)*



### Rêvons-nous de gauche à droite?

(bf) Le dessinateur égyptien Mohieddin Ellabbad a reçu *Die blaue Brillenschlange* (le serpent bleu à lunettes). Ce prix récompense depuis 1985 un livre ou une BD pour la jeunesse, qui aborde de manière originale un sujet lié aux minorités ethniques et au racisme. Cette année, il a été décerné à un ouvrage magnifique, qui se lit de droite à gauche. En ouvrant le *Carnet du dessinateur*, on plonge instantanément dans le monde arabe. À l'aide de collages et de dessins qui vont de sa jeunesse jusqu'à aujourd'hui, Mohieddin Ellabbad nous fait découvrir un monde étrange et fantastique. Chaque page emmène le lecteur vers des senteurs exotiques, des sultans turcs, des cheiks mangeurs de poires... quand elle ne répond pas à la question de savoir si les Arabes rêvent de droite à gauche ou s'il existe des liens entre Superman et le roi arabe Zahir. Ce livre original, plein de fantaisie et d'une grande profondeur, jette avec une incroyable facilité un pont entre l'univers arabe et celui de l'Occident. *Mohieddin Ellabbad: «Le carnet du dessinateur», Éditions Mango Jeunesse, Paris, 1999*

### En quête d'un autre monde

(jls) En ce début de 21<sup>e</sup> siècle, la planète est mutilée, livrée à la souffrance et aux inégalités. L'humanité court vers l'abîme si elle continue d'avancer dans

la voie suivie jusqu'ici. Un «Nouveau cahier» de l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) vient enrichir la réflexion sur la recherche d'alternatives, souhaitées par tous les insatisfaits du développement. Modestement intitulé *Brouillons pour l'avenir*, cet ouvrage collectif ne prétend pas avoir trouvé de recettes miracles pour rendre le monde plus juste. Il explore les conditions préalables à l'émergence de solutions alternatives. Ses auteurs remettent en cause des notions telles que le marché, la propriété, la rationalité économique, voire le développement. Ils s'efforcent de discerner aussi bien les signes avant-coureurs de catastrophes que les lueurs d'espoir offertes par les partisans d'une «autre mondialisation». «*Brouillons pour l'avenir – Contributions au débat sur les alternatives*», *Nouveaux cahiers de l'iuéd*, n° 14, Genève

### Pauvreté et corruption

(bf) «Nous avons constaté une corrélation indiscutable entre pauvreté et corruption. Mais il n'est pas toujours facile de déterminer le rapport de causalité: sont-ils corrompus parce qu'ils sont pauvres, ou bien est-ce le contraire qui est vrai?». Celui qui parle est Peter Eigen, fondateur et président de Transparency International (TI), une organisation connue pour son efficacité, qui a reçu en 1999 le Prix de la Fondation Max-Schmidheiny. Avec son siège à Berlin et ses sections implantées dans plus de cent pays, TI mène depuis dix ans une lutte systématique contre toutes les formes de corruption économique et politique. Elle publie un «indice de perception de la corruption» (IPC). Ancien responsable de programmes de la Banque mondiale en Afrique et en Amérique latine, Peter Eigen est l'un des experts les plus réputés de ce phénomène. Dans son

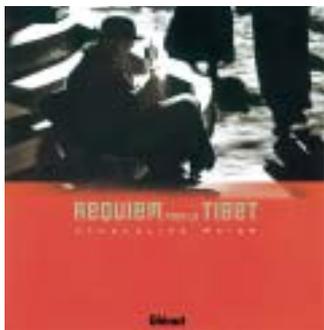
récent ouvrage *Das Netz der Korruption*, il en décrit les diverses facettes.

*Peter Eigen*: «*Das Netz der Korruption*», Campus Verlag, Frankfurt/New York. *Indice de perception de la corruption et autres renseignements sur Transparency International*: [www.transparency.org](http://www.transparency.org)

### Le Tibet sans folklore

(bf) La reporter-photographe genevoise Jacqueline Meier s'emploie à regarder derrière la façade des pays qu'elle visite au cours de ses longs voyages. Ainsi, son ouvrage *Requiem pour le Tibet* ne montre pas les aspects «folkloriques» de ce pays, mais invite le lecteur à poser un regard plus précis et plus différencié sur des photos au premier abord peu spectaculaires. La photographe capte à la fois le déchirement, la beauté et la réalité sans fard des Tibétains et des Tibétaines. Ses photos sont accompagnées d'un récit de voyage très personnel, qui reste le plus éloigné possible de la description de paysages pour se consacrer surtout à celle des êtres humains.

*Jacqueline Meier*: «*Requiem pour le Tibet*», Éditions Glénat, Grenoble



### Les relations de genre

(bf) Tant que la pauvreté, la violence, l'exploitation et la discrimination seront le lot quotidien de nombre de femmes dans le monde, nous devons analyser les causes de ces phénomènes, mais aussi promouvoir l'émancipation politique et rechercher d'autres manières de fonctionner. Dans sa dernière édition, la revue semestrielle alémanique *Widerspruch* place le féminisme, les relations hommes-femmes et le sexe dans une perspective mondiale. Tous les articles ont été rédigés par des femmes. Les sujets explorés vont des droits des femmes aux forums de discussion, en passant par les Nations Unies, la politique de genre dans le néolibéralisme, le marché libre et la traite des femmes.

«*Widerspruch 44 – Feminismus, Gender, Geschlecht*», 25 francs. *Commandes: Widerspruch, CP, 8026 Zurich, tél./fax 01 273 03 01; e-mail: vertrieb@widerspruch.ch*

### La mondialisation en bulles

(bf) La politique commerciale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou la problématique Nord-Sud sont des sujets controversés, complexes, mais aussi très abstraits. Une bande dessinée en allemand, intitulée *Das Abkommen* (l'accord), réussit pourtant à les aborder d'une façon simple et originale. Cette publication, qui intéressera les jeunes et les amateurs de BD, peut aussi servir de base didactique. On y présente Gabriela Gonzales, syndicaliste issue

d'une famille de riziculteurs des Philippines. Elle vient en Suisse pour y décrire ses expériences avec l'OMC. L'histoire montre comment des accords apparemment abstraits ont des conséquences très concrètes pour les gens: en raison de la politique d'importation pratiquée par l'OMC, les Philippines importent davantage de riz et de légumes qu'elles n'en exportent, de sorte que les paysannes perdent ainsi leur source de revenus. Un texte placé à la fin de l'ouvrage résume clairement cette problématique.

*Markus Kirchhofer, Hannes Binder et Marianne Hochuli*: «*Das Abkommen*», hep-Verlag, Berne

### Culture et politique extérieure

*La Suisse et le monde*, revue publiée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes d'actualité ayant trait à la politique extérieure de la Suisse. La prochaine édition, qui sera publiée fin mars, traitera principalement de la politique culturelle extérieure. Elle fera une large place aux principaux acteurs de cette politique en Suisse, à savoir le DFAE, la DDC, Présence Suisse, Pro Helvetia et l'Office fédéral de la culture. Des artistes parleront de leurs contacts avec d'autres cultures et des attachés culturels donneront un aperçu de leurs activités. D'autres articles évoqueront notamment la problématique de l'esclavage moderne et le rôle de l'économie dans les processus de paix. L'édition de

janvier était essentiellement consacrée aux relations que la Suisse entretient avec les États-Unis. *La Suisse et le monde* paraît quatre fois par an, en trois langues (français, allemand et italien).

*Il est possible de souscrire gratuitement un abonnement à l'adresse suivante:*

«*La Suisse et le monde*», c/o Schaer Thun AG, Industriest. 12, 3661 Uetendorf

### Nouvelle organisation de l'ONU

**Nations Unies** (bf) L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a franchi un dernier obstacle devant le Conseil économique et social de l'ONU avant d'être reconnue officiellement en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies. L'OMT s'occupe d'établir les statistiques du tourisme à l'échelon mondial et donne aux gouvernements des directives générales concernant la planification de leurs activités dans le domaine touristique. Elle a également élaboré un code d'éthique destiné à moraliser l'industrie touristique dans le monde. Ses préoccupations centrales consistent à combattre la pauvreté, créer des emplois et promouvoir l'harmonie sociale, cela toujours en relation avec le tourisme.

[www.world-tourism.org](http://www.world-tourism.org)

#### Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

#### Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

#### Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)  
Catherine Vufray (vuc)  
Barbara Affolter (abb)  
Joachim Ahrens (ahj)  
Thomas Jenatsch (tjm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)  
Antonella Simonetti (sia)  
Beat Felber (bf)

#### Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)  
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)  
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

**Graphisme :** Laurent Cocchi, Lausanne

**Photolitho :** Mermod SA, Lausanne

**Impression :** Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

#### Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

#### Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch) [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

88896

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total :** 55 000

**Couverture :** Jörg Böthling / agenda

**Dans le prochain numéro :**

**L'élargissement à l'Est de l'Union européenne :  
sa signification, ses répercussions et les défis  
particuliers posés à la coopération au  
développement par les pays en transition**



Claire Favre / Agence VU